MAX WERNER

LE SOCIALISME ET LE FASCISME SE DISPUTENT L'EUROPE

Préface de BRACKE

EDITIONS NOUVEAU PROMÉTHÉE

32, RUE RODIER, PARIS
1938

(LECTURE SUR PLACE)

FLM.12.0067

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 653 698

12784?8

MAX WERNER

LE SOCIALISME ET LE FASCISME SE DISPUTENT L'EUROPE

Préface de BRACKE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

ÉDITIONS NOUVEAU PROMÉTHÉE

32, RUE RODIER, PARIS
1938

Au camarade Jean Longuet,

grand internationaliste, grand allié du socialisme allemand,

avec dévouement

A. Schifrin

Paris, le 21 décembre 1937.

PRÉFACE

J'allais écrire que l'apparition de ce livre est un signe du temps. Mais qu'est-ce qui n'est pas un signe du temps ? Cette locution un peu vague voulait, en venant sous ma plume, formuler brièvement la correspondance précise des circonstances et des faits dans le monde à l'heure qu'il est avec la suite d'idées exposée par Max Werner. Celle-ci est donc moins l'œuvre d'un homme que le reflet qu'un esprit accoutumé à relier constamment actions concrètes et raisons théoriques a reçu du spectacle offert à l'observation par les grands mouvements contemporains non moins que de ses propres expériences d'individu humain au milieu de souffrances, des luttes, d'espoirs partagés très près et très loin de lui. Aussi n'attendez pas que j'analyse les qualités de pénétration, de connaissance, de fermeté d'expression, d'argumentation sobre et serrée qui m'ont attaché à la lecture du manuscrit allemand. L'écrivain m'en voudrait. Son désir est de s'appeler Légion.

Première coïncidence. Ecrit en allemand dans l'exil, l'ouvrage paraît d'abord en français et ne se fraiera qu'ensuite le chemin que devrait lui ouvrir la langue où il fut d'abord rédigé. C'est qu'il est un appel à l'intérêt total de tout ce qui se rend compte actuellement qu'il n'y a plus, pour la vie des peuples et pour la vie de chacun, un seul problème qui ne soit international. La voie à suivre pour se délivrer isolément passe par celle de la libération collective à l'égard du double danger dont sont menacées la paix et la démocratie, ou plutôt du danger unique qui les menace l'une et l'autre parce qu'elles dépendent l'une de l'autre.

Autre coïncidence. J'écris ceci ayant sur ma table le premier numéro d'un nouveau journal : « Deutsche Freiheit » (« Liberté Allemande ») organe de la social-démocratie allemande rénovée et du rapprochement des forces constitutives d'une

espèce de Front Populaire ayant comme lien premier la lutte contre le fascisme sous toutes ses formes, comme la raison d'être plus profonde et plus exigeante encore la nécessité de travailler à l'Europe nouvelle. Ainsi, ce que le livre médité dans le silence démontre s'imposer à la raison se réalise, comme de soi-même par la force des choses jusque dans l'exil privé de son champ direct d'activité. Leçon digne d'être écoutée à l'intérieur de toutes frontières en même temps que par dessus toutes les frontières.

Quiconque lira ce livre comme on doit lire, en regardant en lui-même et autour de lui à quoi il s'applique d'abord, pour étendre ensuite sa vue au-delà même de ce qu'a étudié l'auteur, sera frappé de rencontrer enchaînées en constatations vérifiables ses propres pensées instinctives et les désirs d'agir auxquels il obéit le plus possible. Comment concentrer en une formule le thème de ces pensées et le plan matériel de ces désirs ? En reconnaissant dans le fascisme diviseur de l'Europe le capitalisme obligé de préserver son privilège exploiteur par sa transformation, non seulement en Etat totalitaire, mais en sur-Etat dominateur. Cela, le livre le fait voir politiquement, socialement, militairement. C'est fermer les yeux volontairement que de ne pas apercevoir, au-delà des nuances de théorie ou des grandes différences d'histoire, de structure, de proche intérêt, le fait palpable que dans la lutte de la classe ouvrière pour être émancipée de son joug spécial sont compris tous les atouts de la lutte pour une société libre capable de s'organiser en paix. De là les chapitres de ce livre où sont analysés successivement les éléments qui ont à entrer en ligne de compte dans ce que l'auteur appelle les « forces révolutionnaires », celles qui jouent dans le sens de l'antifascisme, autrement dit de la paix et de la liberté à réaliser. Même si par moments et dans les occasions dont le fascisme sait profiter, elles se trouvent opposées ou même en collision, leur union seule, et l'union jusqu'à l'unité, peut les sauver de la défaite pour longtemps, pour ce qui s'appelle « toujours » dans la mesure où il y a des toujours en histoire.

Ce n'est pas en prophète, c'est en analysant des difficultés

à vaincre et des efforts qu'elles exigent que l'auteur distingue dans la victoire à remporter sur le fascisme et ses possibilités des étapes successives. Ce ne sont que les degrés de rapprochement, non les degrés d'urgence, des actions à mener par ce qu'on a le droit de nommer Front Populaire partout. Sans la démocratie, pas de paix ; sans la démocratie pas de révolution constructive d'une Europe et d'un monde en route désencombrée vers l'avenir.

On coupe le chemin à l'hitlérisme, au mussolinisme, à tous les déguisements et les aspects du fascisme historique, en arrêtant et à chaque instant et par des institutions permanentes de défense ou de protection la guerre sans cesse imminente et sans cesse hésitante. Par là, on accroît les aspirations comme les chances de liberté individuelle et collective, les facilités de progrès pour les travailleurs de toutes sortes et pour les extensions de culture. Par là, on prépare la construction de l'Europe libre.

Ou fascisme ou socialisme. *Dilemme à résoudre non pas d'un mot d'ordre, non pas d'une résolution une fois prise, mais par une volonté ferme et suivie de ne renoncer à aucun pas nécessaire pour la concentration des forces.*

Livre, va contribuer à l'éveil de ceux qui dormiraient, à la clarification de pensée de ceux qui marcheraient dans la direction voulue, mais sans en avoir pleine conscience, au réconfort de ceux qui trouveront en toi leur conviction et déjà leur pratique mieux pourvues de preuves et plus assurées de leur sens. A tous apparaîtra dans sa netteté la belle parole de Fréderic Engels : « La politique est un comprimé de l'économie». Front politique, front social, front économique, c'est toujours : Face à l'ennemi, qui est l'ennemi de la paix, qui est l'ennemi de la démocratie, qui est l'ennemi de l'émancipation humaine.

Quelque langue que tu parles, tu parleras à tous le même langage libérateur.

BRACKE (A. M. Derousseaux)
3 décembre 1937

I

HITLER FAIT SAUTER L'EUROPE

Le socialisme international ne s'est jamais trouvé en face d'une crise européenne aussi grave.

Les décisions qu'il devra prendre et les grands problèmes qui se dressent devant lui : guerre ou paix? liberté ou fascisme? socialisme ou capitalisme? sont si étroitement liés entre eux qu'il ne peut pas les résoudre séparément.

Le fait central de notre époque est la crise totale de l'Europe menacée et minée par le bloc des puissances fascistes, et par le Troisième Reich en premier lieu. C'est la crise de la préparation totalitaire à la guerre. Il n'existe actuellement pas une seule zone en Europe qui ne soit menacée par la guerre ou la contre-révolution, sinon par les deux à la fois. Ceux qui prétendent qu'il y a encore quelques pays où le prolétariat pourrait vivre en paix et en liberté et lutter pour ses droits, sont victimes d'une dangereuse illusion. Les frontières en Europe ne sont aujourd'hui que les lignes de feu d'une guerre qui couve; les poteaux qui marquent les limites des Etats ne sont guère solides et chaque pouce du territoire où ils se dressent est contesté.

La consolidation de la paix européenne de 1925 à 1932, était fondée sur trois prémisses :

le désarmement qui devait être presque total en Allemagne et très substantiel dans les autres pays,

l'accord franco-allemand — et, finalement,

les tentatives en vue de l'entente européenne.

Or, ces trois conditions se trouvent aujourd'hui detruites, car les réalités politiques de l'instant sont :

le réarmement,
la tension franco-allemande et
la désagrégation de l'Europe, prête à exploser de partout.

Au début de l'année 1933, pendant les premiers mois de l'existence du Troisième Reich, la faiblesse militaire du fascisme allemand constituait la plus grande chance de paix européenne : cette chance exista tant qu'a duré l'interdiction du réarmement de l'Allemagne. Le désarmement général qui devait prendre pour point de départ le désarmement allemand aurait été la condition matérielle préalable de la paix. Le réarmement allemand qui provoqua fatalement une vague d'armement dans les autres pays d'Europe est la condition matérielle préalable de la guerre. La machine des armements est déclenchée, et son activité a miné le monde. Aucune comparaison entre les misérables armements de 1914 et la gigantesque envergure de ceux de 1937 : les armements européens de 1937 sont quatre ou cinq fois plus grands que ceux de 1932 et ils les surpassent considérablement en force destructive. Aujourd'hui, en temps de paix, ils approchent en volume les armements de l'Europe de 1918 au moment où le conflit mondial et la production de guerre atteignaient leur point culminant, mais leur puissance meurtrière est beaucoup plus forte.

Les démocraties occidentales portent une lourde responsabilité dans cet état de choses, car elles ont toléré le réarmement de l'Allemagne qui devait inévitablement aboutir au relâchement de la paix et à la menace d'explosion guerrière en Europe.

Quant à l'accord franco-allemand qui constituait de 1925 à 1932 la base même de la politique de stabilisation européenne, c'est aujourd'hui chose morte. Qui en parle encore ? Quelques pacifistes, étrangers à la réalité et amants de l'Utopie, quelques brasseurs d'affaires qui se font des illusions ou des contre-révolutionnaires qui exploitent cette idée comme une manœuvre politique.

Dans l'Europe d'aujourd'hui le problème franco-allemand ne se réduit plus à la collaboration économique ou à la division du travail : c'est dorénavant une question de force. Il ne s'agit plus, entre l'Allemagne et la France, de rapprochement culturel, de contingentements établis par de grands trusts, d'opérations de financement, de traités de commerce — mais de la course aux armements déclenchée par le réarmement allemand. Ce qui importe le plus, à l'heure actuelle, c'est la ligne Maginot et la ligne Hitler, formée par les fortifications allemandes à l'Ouest; c'est l'armée de couverture française et l'armée d'invasion allemande.

L'échec de l'accord franco-allemand mit fin aux projets de l'unification pacifique de l'Europe, ébauchés par certains milieux bourgeois. Ces projets étaient présentés par les groupements les plus variés : libéraux, conservateurs, mystico-chrétiens, mondains, snobs. Les plus réalistes d'entre eux aspiraient à étendre les pouvoirs de la Société des Nations, dans l'espoir d'arriver ainsi à l'unité de l'Europe. Ce réformisme qui s'était révélé impuissant, n'a aujourd'hui aucun sens en face d'une Europe désemparée, armée jusqu'aux dents et déjà sur pied de guerre. Lorsque l'Europe, après avoir passé par les transformations et les bouleversements qui l'attendent aura montré une volonté d'union, ce seront d'autres forces, recourant à d'autres méthodes, qui accompliront cette tâche d'unification : ce seront les forces du socialisme.

La crise européenne est aussi ample que profonde. L'impérialisme fasciste allemand considère tout le continent européen comme un champ de manœuvre unique et il frappe dans toutes les directions. A l'extrême Nord-Est, la stratégie navale allemande sonde les côtes de la Norvège, prés de l'Arctique, entre Narwik et le Cap Nord, en vue de trois objectifs déterminés : assurer la route maritime pour l'importation en Allemagne des minerais suédois ; créer des bases navales en cas d'une offensive de grande envergure contre l'Union Soviétique, et couper les voies

de communications maritimes des ports nordiques, non bloqués par les glaces, des Soviets. A l'extrême Sud-Ouest de l'Europe, le Troisième Reich intervient en Espagne pour acquérir d'importantes bases stratégiques. Séville et Cadix sont devenus des positions militaires, ainsi que Ceuta et Melilla, sur les côtes africaines. Il s'agit de l'investissement de Gibraltar, et dans les luttes à venir pour la conquête de l'Europe, le Troisième Reich saura faire valoir ces positions. A l'extrême Sud-Est sur les îles du Dodécanèse, le Troisième Reich établit des bases aériennes pour ses avions de guerre. C'est ici que se trouve le point de soudure de la collaboration militaire italo-allemande : de cet endroit, au Sud-Est des Balkans, on essaiera de contrôler les passages de la Mer Egée en Méditerranée et, du même coup, les voies maritimes de l'Union Soviétique de la Mer Noire vers la Méditerranée.

Le cap Nord, Cadix, le Dodécanèse : l'Europe toute entière est en effet enfermée dans ces limites.

Tout le poids de l'offensive fasciste allemande sera jeté à l'Ouest. « Aujourd'hui il ne s'agit plus de la liberté et de l'indépendance allemandes » (1) écrivait la plus sérieuse revue politique du Troisième Reich après l'occupation de la Rhénanie par les troupes allemandes. De toute évidence, il s'agit depuis ce moment de conquérir la suprématie allemande en Europe.

Mais pour établir son hégémonie, l'Allemagne doit d'abord distancer les puissances occidentales.

Au Nord-Est, le Danemark est choisi comme base navale et aérienne contre l'Angleterre. La « Deutsche Wehr », la revue militaire très influente, prévient le Danemark du « danger anglais ». Or, nous savons ce que signifient les avertissements de ce genre. Cela veut dire que le Troisième Reich, tout en se déclarant prêt à défendre « l'indépendance danoise » vis à vis de l'Angleterre par des

(1) W. *Ziegler* « Le 7 Mars » dans « Zeitschrift für Politik », Mars 1936.

« mesures énergiques » , envisage, en somme, l'occupation du Danemark en cas de guerre.

Au Sud-Ouest, l'Espagne devrait servir de base militaire contre les puissances occidentales, tandis que, au Sud, l'Italie devrait établir contre elles un front sur la Méditerranée.

Mais c'est la frontière française qui constitue le principal point de mire. La stratégie allemande préfère l'Europe Occidentale et surtout le territoire franco-belge comme théâtre avancé des futures opérations militaires.

En même temps, on prépare aussi une offensive politique contre la France. Le pangermanisme n'est pas seulement un article à l'usage de l'Europe Centrale et Orientale, il est aussi dirigé contre l'Europe Occidentale. Il a même créé toute une doctrine pour prouver que la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse devraient faire partie du Troisième Reich.

Cette doctrine enseigne que tous ces pays appartenaient jadis à l'Empire des successeurs de Charlemagne, à « l'Etat Lorrain » ou « Lotharingisches Reich», dont le Troisième Reich prétend être l'héritier universel ; la Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse ne sont « qu'une poignée d'Etats tampons », et leur sort sera vite réglé. « On peut bien prédire que la situation actuelle subira des changements dans l'avenir, d'une façon ou d'une autre, car qui oserait prétendre qu'une poignée d'Etats-tampons soit l'expression suprême de la sagesse européenne et la solution des problèmes de souveraineté qui ont été débattus depuis des siècles» (2).

Ainsi le fascisme allemand revendique toute une partie de l'Europe située entre la Mer du Nord et le lac Léman.

Toute une série de mouvements séparatistes antifrançais sont fomentés depuis les Flandres jusqu'à l'Alsace ; on se sert même de l'irrédentisme italien dans le Midi de la France: «Le rôle futur de l'Italie dans le Midi de la France

(2) « Zeitschrift für Geopolitik », 1935 p. 57

est incertain, mais il existe des indices de conflits graves ». (3)

Le champ d'action de l'impérialisme fasciste allemand comprend tous les Etats Européens de l'Ouest et le déclin de l'Occident fait partie de son programme de politique extérieure.

A l'Est du Rhin, l'offensive du Troisième Reich se développe dans cinq directions : contre les Etats Baltes et Scandinaves au Nord-Est ; contre la Pologne ; contre l'Union Soviétique ; contre la Tchécoslovaquie et l'Autriche en Europe Centrale ; contre la Hongrie et l'Entente Balkanique au Sud-Est.

Au Nord-Est, la poussée germano-fasciste s'exerce depuis la Suède jusqu'à la Lithuanie en passant par la Finlande. Son but est de transformer la Mer Baltique en un lac fermé allemand et d'assurer de cette façon la suprématie politique et stratégique de l'Allemagne dans toute l'Europe Orientale. Ce n'est pas pour rien que les rives de la Baltique ont été la patrie spirituelle du nouvel impérialisme allemand : son théoricien, Alfred Rosenberg, originaire des pays Baltes, avait apporté à la politique étrangère allemande un élément anti-slave et un complexe anti-russe.

La Pologne représente pour le Troisième Reich un élément de première importance : aucune hégémonie et même aucune lutte victorieuse en Europe Orientale ne sont possibles pour le fascisme allemand s'il ne peut disposer en maître du territoire polonais. Or, il ne peut y aboutir que par une alliance avec la Pologne ou par une guerre contre elle. Ainsi la Pologne est à la fois un allié possible et un ennemi éventuel de l'Allemagne ; elle peut aussi bien l'aider dans la politique d'expansion commune que devenir sa proie ; vis à vis de l'Europe, la Pologne pourrait jouer le rôle d'une victime ou le rôle d'un agresseur. L'équivoque de la politique étrangère polonaise qui laisse supposer à la fois l'intervention de la Pologne pour et con-

(3) Idem, p. 169.

tre l'Allemagne ne fait qu'accroître l'instabilité en Europe Orientale. Le réarmement allemand s'est effectué avec l'assentiment de la Pologne. Mais aujourd'hui celle-ci, faible économiquement et militairement, se trouve coincée entre les plus grandes puissances du continent — le Troisième Reich et l'Union Soviétique. Cependant, elle revendique les pays Baltes. Dans une conférence à l'Institut des Affaires Etrangères de Londres, un journaliste polonais officieux déclarait : « Nous considérons que les Etats Baltes se trouvent dans notre sphère d'influence et nous ne permettrons ni à l'Allemagne, ni à la Russie de les menacer. Cela s'applique également à la Lithuanie! »(4) La pénétration allemande dans les Etats Baltes ainsi que la compétition germano-polonaise provoquent le chaos dans le Nord-Est de l'Europe.

La lutte du Troisième Reich contre l'Union Soviétique dépasse de beaucoup en violence le conflit russo-allemand de 1914. Il ne s'agit plus de l'influence russe dans les Balkans, des intérêts commerciaux allemands ou de la protection que l'Allemagne accordait à l'Autriche: aujourd'hui le combat est inspiré par la politique de colonisation que l'Allemagne voudrait poursuivre en Europe Orientale. C'est une politique coloniale mais qu'on veut réaliser en Europe, qui aspire à la conquête des matières premières russes et qui, à défaut des Achantis, voudrait réduire en esclavage les paysans des kolkhozes ukrainiens. Selon le fameux mot d'ordre d'Hitler, le Troisième Reich convoite ardemment les richesses de l'Ukraine, de l'Oural et de la Sibérie. Cette entreprise qui n'a aucun sens au point de vue économique et qui semble tout bonnement fantaisiste au point de vue politique, menace de provoquer de terribles luttes car l'Union Soviétique opposera à une tentative d'invasion allemande une résistance militaire, morale et économique bien plus forte que celle de la Russie de 1914. N'oublions pas qu'en engageant

(4) International Affairs du 15 Septembre 1935.

un duel avec l'Union Soviétique, l'Allemagne hitlérienne va se mesurer avec le peuple le plus nombreux de la race blanche, avec un empire mondial, avec la puissance qui possède les plus grandes ressources militaires et économiques du continent, et, enfin, avec un Etat révolutionnaire. Le Troisième Reich est nettement inférieur à l'Union Soviétique en ce qui concerne la population, le territoire, les possibilités militaires et économiques, et, par conséquent, les possibilités de conduite d'une guerre politique.

La politique anti-russe du Troisième Reich met en danger toutes les frontières de l'Europe Orientale. De 1922 à 1932 la paix à l'Est était un des éléments primordiaux de la stabilisation politique en Europe. L'ancien conflit germano-russe semblait définitivement réglé tandis que le différent germano-polonais semblait aplani. Mais à l'heure actuelle le Troisième Reich se dresse dans une attitude de combat contre l'Union Soviétique et il provoque une dangereuse tension même à la frontière russo-polonaise. L'Allemagne hitlérienne, fomentant en Pologne les tendances anti-russes, l'incite à répéter la guerre de 1918-1920 contre l'Union Soviétique. Si la Pologne marchait, le Troisième Reich, après avoir annulé le traité de Versailles, aurait réussi à liquider aussi le traité de Riga qui a tracé, en 1920, les frontières russo-polonaises.

Ces dernières années, l'Union Soviétique a contribué d'une façon considérable à la consolidation politique de l'Europe Orientale et elle était même prête à conclure avec la Pologne un pacte pour assurer ses frontières occidentales. N'ayant aucun intérêt à la révision des traités, l'Union Soviétique ne poursuivait point de politique révisionniste, elle a même renoncé à l'irrédentisme dans les provinces ukrainiennes de la Pologne, elle ne parlait pas des « frères non libérés » ni des « frontières sanglantes ». Cependant le Troisième Reich détruit cet état de choses, il ébranle les frontières entre trois Etats et apporte un trouble dans cette zone qui était, jusque là, celle de la Paix.

L'offensive contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie aurait pour but de préparer le futur empire fasciste pangermanique, tout en frayant au Troisième Reich un chemin vers le Sud-Est. L'Allemagne hitlérienne considère l'Autriche comme un domaine qui lui appartient en vertu du droit naturel et comme une position stratégique de haute importance pour la domination en Europe Centrale. Quant à la Tchécoslovaquie, le Troisième Reich voit en elle, avec haine, le dernier rempart de la démocratie en Europe Centrale, et le plus grand obstacle à l'expansion allemande: la Tchécoslovaquie gardant l'Elbe, cela signifie que la porte de l'Orient est fermée pour le Troisième Reich. De plus, la Tchécoslovaquie est le plus moderne, le plus fort économiquement et le plus solide politiquement de tous les Etats de la Petite Entente dont elle constitue la tête de pont et l'arsenal ; la vie ou la mort de la Petite Entente dépend de son sort.

La lutte contre la Tchécoslovaquie fait partie du plan stratégique d'ensemble du Troisième Reich : il désire la frapper en tant qu'alliée de la France et de l'Union Soviétique et cela explique la violence de la campagne qu'il mène contre elle.

Pour isoler et encercler la Tchécoslovaquie, le front Allemagne-Pologne-Hongrie a été créé; si l'Anschluss est réalisé, l'Autriche en fera également partie. Le Troisième Reich pousse consciemment la Pologne vers le bassin danubien ou elle pourrait coopérer avec la Hongrie contre la Tchécoslovaquie. La presse allemande parle de « l'intervention méthodique de la Pologne dans la politique danubienne » (5) et « des différents fils qui relient Varsovie à Budapest » (6). En même temps on réunit des groupes d'irrédentistes anti-tchèques, qu'on met en rapport avec les Etats ennemis, et on avoue ouvertement que la « minorité slovaque de la jeune république entretient des re-

(5) Zeitschrift für Geopolitik Mai 1935, p. 275.
(6) Zeitschrift für Politik Mars 1935, p. 156.

lations avec la Pologne ». « En s'intéressant au sort des slovaques qui habitent la Tchécoslovaquie, la Pologne touche au point de moindre résistance de l'Etat Tchèque» (7) Le fascisme allemand voudrait réduire la Tchécoslovaquie en une Autriche-Hongrie en miniature qui se désagrégerait tout comme la monarchie des Habsbourg. «La situation est exactement la même qu'à la fin de la guerre mondiale : mécontenement à l'intérieur du pays ; forte émigration politique en dehors de ses frontières, intérêt croissant pour ce problème dans les milieux politiques des pays voisins » (8). Ainsi parle un journaliste allemand.

Le Troisième Reich voudrait se servir de la Tchécoslovaquie pour son irruption dans le Sud-Est, car il entend étendre son influence militaire et politique sur toute la péninsule balkanique. Or, comme la Turquie est suspecte à cause de ses rapports amicaux avec la Petite Entente et l'Union Soviétique et que la Grèce se trouve placée sous l'égide de l'Angleterre, l'Allemagne hitlérienne se voit obligée d'agir dans les Balkans avec des méthodes de combat fort variées. Tout d'abord elle vise à la désagrégation du système d'alliances qui lie entre eux les Etats de Sud-Est; ensuite, on cherchera à provoquer des occupations militaires ou des soulèvements, ou à la rigueur on combinera les deux. Tantôt le Troisième Reich menace les Etats du Sud-Est européen d'un recours à la force, tantôt il tâche de les décomposer à l'intérieur par divers moyens : il manœuvre les irrédentistes allemands, il soutient les autres minorités nationales en les poussant vers une politique séparatiste et la lutte contre l'Etat, il s'allie avec les groupements réactionnaires et germaniques des différents pays, il aide les mouvements fascistes qui sympathisent avec l'Allemagne, il exerce aussi bien la corruption sur une vaste échelle que la pression économique. Tout cela sert à bouleverser entièrement le Sud-Est de l'Europe avant

(7) Osteuropa 1935, p. 175.
(8) Zeitschrift für Politik, Mars 1936 p. 156

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

que le moment soit venu de le faire sauter. Il y a quelques années, il semblait que ces régions qui ont toujours constitué le point sensible de la paix européenne, étaient enfin consolidées. Mais ces temps-là sont révolus et aujourd'hui les Etats de Sud-Est doivent reprendre la lutte pour leur existence indépendante, car ils sont menacés par le fascisme allemand.

Ce dernier a besoin de la Roumanie pour des raisons stratégiques et économiques. En effet, la Roumanie occupe une puissante position au flanc Sud-Ouest de l'Union Soviétique et représente une base d'opérations mlilitaires de premier ordre. « La Roumanie sera fatalement un champ de bataille dans la lutte décisive des conceptions idéologiques », écrit une revue allemande : « elle occupera une position avancée dans la bataille qui sera un jour livrée pour décider du sort de la race blanche ».

Un second traité de Bucarest, obtenu soit par l'épée, soit par une alliance forcée, devrait fournir à l'Allemagne en guerre les céréales et le pétrole roumains.

En ce qui concerne la Yougoslavie, le Troisième Reich voudrait l'utiliser comme facteur pro-allemand dans sa politique extérieure ; elle devrait surtout et d'une façon plus ou moins indépendante, faire le jeu de l'Allemagne dans le Sud-Est. C'est ici, en Yougoslavie, que l'Allemagne espère surtout rompre le front de la Petite Entente et scinder son bloc avec l'Entente Balkanique. L'intervention dans les affaires intérieures de la Yougoslavie a lieu sous des formes un peu plus modérées et plus élastiques qu'ailleurs : on voudrait la voiler par un accord avec les chefs militaires et la haute finance en leur octroyant certains avantages.

Ainsi, suivant les plans du Troisième Reich, les pays de l'Europe Orientale seront divisés en provinces germaniques, en Etats vassaux, en alliés forcés.

Les projets de l'offensive du Troisième Reich en Europe sont universels et démesurés. Ils deviennent encore plus étendus et plus dangereux à la suite de la politique

d'alliances poursuivie par l'Allemagne hitlérienne. L'axe Rome-Berlin ne fera qu'intensifier l'œuvre de décomposition et que précipiter l'explosion de l'Europe. Sur le continent, le fascisme italien menace les puissances occidentales et les Etats qui se trouvent sur son chemin, en trois points importants : en Espagne où il dirige l'intervention ; en Europe Centrale où il abandonne l'Autriche à la merci du Troisième Reich et essaie d'isoler la Tchécoslovaquie ; dans les Balkans qu'il considère comme son exclusive zone d'influence. L'Italie fasciste élargit la ligne de feu de la future guerre en créant sur la Méditerranée le front naval contre les puissances occidentales. La presse militaire italienne n'hésite pas à déclarer que le pays tout entier, des Alpes à la Sicile, formera une base unique pour la guerre navale. En Méditerrannée même l'Italie construit fiévreusement des points d'appui navals et aériens allant des rives méridionales de l'Espagne jusqu'à la Lybie et au Dodécanèse. La Méditerranée peut exploser chaque jour comme un réservoir d'essence. D'autre part, l'Italie est en train d'établir un front en Afrique : elle prépare la guerre pour le nouveau partage du continent noir en se fortifiant dans trois secteurs : Maroc espagnol, Lybie et Abyssinie. Ainsi, grâce à la coalition de l'Italie avec le Troisième Reich, la guerre européenne sur terre sera doublée d'une guerre navale et d'une guerre coloniale. Le général Ludendorff prévoit déjà que l'Afrique du Nord constituera un champ de bataille particulièrement important. Depuis l'Empire Romain, les guerres puniques et la destruction de Carthage l'Afrique du Nord n'a jamais été transformée en champ de bataille comme aujourd'hui. Mais que sera la Carthage de notre siècle ? Le Royaume Uni ou l'Empire mussolinien ? Il est fort probable que cette fois-ci ce sera Rome.

Le théâtre des opérations militaires se trouve singulièrement élargi à la suite de l'alliance germano-japonaise. Les cliques militaires japonaises représentent un danger pour l'Europe, car la guerre européenne pourrait facilement

naître d'une escarmouche quelque part à la frontière de la Mongolie Extérieure. Que signifie, en somme, le traité d'alliance germano-japonais ? Que le Troisième Reich n'hésiterait pas à transporter en Europe l'incendie que le Japon allumerait en Extrême-Orient. Il ne s'agit pas seulement de l'Union Soviétique : une importante revue militaire allemande menace aussi la Tchécoslovaquie d'un grand bouleversement dont le signal sera donné par le Japon : « l'exemple de la Tchécoslovaquie prouve que personne ne pourra échapper au mouvement qui éclatera dans cette partie du globe. Et personne ne sait à quel moment cet océan mondial roulant de l'Extrême-Orient déferlera jusqu'ici. » (9)

Par cette alliance, le fascisme allemand commence à mener à sa guise une politique mondiale : il s'associe directement à la lutte du Japon contre l'Union Soviétique et contre la Chine et, par conséquent, il devient l'ennemi mortel de l'unité nationale du peuple chinois et l'adversaire éventuel des Etats-Unis. A la suite de l'agression japonaise la Chine se joint à la coalition anti-fasciste des puissances européennes. Le grand bloc de défense qui se forme actuellement dans le Pacifique et qui sera constitué en premier lieu, par la Chine, l'Union Soviétique, les Etats Unis et l'Angleterre, devra se tourner aussi contre les alliés européens du Japon et surtout contre le Troisième Reich qui est en réalité le centre et l'inspirateur du bloc Berlin-Rome-Tokio : c'est là une autre conséquence de l'accord germano-nippon. Ainsi le fascisme allemand passe du domaine des complications européennes dans celui des bouleversements mondiaux ; il provoque non seulement la crise en Europe, mais dans le monde entier. Le traité germano-japonais ne fait que confirmer qu'en cas de guerre les trois continents — Europe, Asie, Afrique — seront liés entre eux.

(9) « Wissen und Wehr », Mars 1934, p. 233.

Mais le fascisme allemand ne se contente pas de jeter sur les frontières de presque tous les Etats l'ombre formidable de son expansion territoriale : il fait éclater les grands organismes et systèmes internationaux économiques et politiques. La politique du Troisième Reich a provoqué la crise du capitalisme mondial. A cause de ses préparatifs belliqueux et de son autarchie, l'Allemagne hitlérienne a brisé le lien avec le capitalisme anglo-saxon qui a accompli, de 1924 à 1926, l'assainissement de l'économie allemande. Or, la stabilisation du capitalisme en Europe Centrale renflouée par les emprunts anglais et américains reposait, de 1924 à 1930, précisément sur la collaboration avec le capitalisme anglo-saxon. A la suite de sa politique de coups de force à l'Ouest, le Troisième Reich perdit contact avec le capitalisme français. Or, l'équilibre en Europe continentale reposait, de 1924 à 1930, sur l'accord entre les capitalismes français et allemand.

Le capitalisme allemand constitue aujourd'hui le foyer d'une triple crise au sein du capitalisme européen :

Il renonce aux rapports économiques normaux et organise en temps de paix une économie de guerre, s'isolant dans l'autarchie. Sa retraite crée en Europe Centrale un vide dangereux pour le capitalisme européen et mondial, de plus, les préparatifs de la guerre totalitaire ont épuisé ses forces et ses ressources, enfin le Troisième Reich est devenu une machine de guerre qui menace à tous instants de provoquer un terrible éclatement du capitalisme mondial.

Par conséquent, une nouvelle stabilisation du capitalisme européen est rendue tout à fait impossible.

Le Troisième Reich fait aussi éclater les bases politiques du capitalisme européen. Le système politique de Versailles est liquidé. Les puissances victorieuses qui, en 1919, étendaient leur pouvoir jusqu'à la Beresina ont perdu leur hégémonie en Europe; la zone d'influence de la France et de l'Angleterre arrive à peine jusqu'au Rhin et ces deux pays sont menacés jusque dans leur propre

sécurité territoriale. Mais le Troisième Reich détruit beaucoup plus que « l'ordre » de Versailles : il menace les nouveaux états nationaux de l'Est ainsi que les vieilles démocraties de l'Ouest, l'Union Soviétique ainsi que les grandes puissances bourgeoises, le capitalisme ainsi que le socialisme, les Slaves ainsi que les peuples romans et germains en dehors de l'Allemagne. La crise européenne qu'il vient de déclencher est totale. Aucun retour à l'Europe des années 1925-30 n'est plus concevable. Après le changement intervenu dans l'équilibre des forces, après l'éveil des forces européennes hostiles au fascisme allemand — qui oserait parler d'un rétablissement du statu-quo politique et social que nous avons connu avant Hitler ? La liquidation de l'ancienne Europe a commencé.

Et cela veut dire que le socialisme international se trouve placé devant des tâches nouvelles.

II

GUERRE DE CLASSE — GUERRE POLITIQUE

La politique extérieure du fascisme est l'impérialisme doublé de contre-révolution. Les grandes puissances fascistes veulent, par la force, fonder des empires coloniaux, conquérir des sources de matières premières, faire un nouveau partage de l'Europe qu'ils désirent transformer en colonie. Mais l'impérialisme fasciste a un caractère particulier qui ne peut se comparer à celui de l'impérialisme de 1914. Par conséquent, la guerre que le Troisième Reich et l'Etat fasciste italien préparent actuellement, ne ressemblera pas à celle de 1914-1918.

Le capitalisme des puissances fascistes est déformé, il est épuisé par l'autarchie et l'économie de guerre, il est enchaîné par les cadres de l'Etat fasciste. Sa volonté de conquête provient non pas de l'épanouissement de ses forces, mais, bien au contraire, de son affaiblissement économique, et les buts qu'il se propose ne sont pas déterminés par un jeu économique rationnel.

La guerre constitue pour le fascisme un but en soi et, sans la préparation à la guerre, sans la guerre elle-même, l'état fasciste n'aurait pas d'autres formes d'activité.

La structure de l'économie allemande ou italienne ne postule nullement une tendance guerrière, mais cette dernière est une fonction de l'ordre fasciste.

Laissons donc les explications qui ne se placent que sur le terrain purement économique. La formule « guerre impérialiste » est trop simpliste ; elle ne prend pas en considération le côté politique et, tout en créant de faux rapprochements avec l'époque de la guerre mondiale de 1914, ne nous apprend rien sur le caractère des préparatifs militaires fascistes et sur la façon des Etats fascistes de

conduire la guerre ; surtout, elle ne tient pas compte de ces éléments nouveaux et particuliers que l'impérialisme et la guerre fasciste apportent à l'époque où le capitalisme est à son déclin. Or, ces éléments se trouvent dans le domaine du politique.

Le fascisme international prépare une guerre de classe, une guerre politique.

Avant tout, la tendance fasciste à la guerre sociale, à la guerre de classe, provient de l'instinct de conservation du capitalisme malade qui pour prolonger sa domination, pour prévenir la révolution, pour sortir de sa propre crise, pour vaincre ses propres difficultés, cherche le salut dans un conflit armé. Le fascisme se présente au monde comme le sauveur du régime capitaliste international, et le fascisme allemand, en particulier, voudrait que la guerre européenne assumât la forme d'une expédition punitive collective, d'une intervention des puissances contre l'Union Soviétique.

Il est vrai que le Troisième Reich n'arrive pas à surmonter les contradictions de sa politique extérieure : il désire sauver le capitalisme allemand par une politique belliqueuse — mais il le pousse, par cela même, à la ruine ; il voudrait consolider le capitalisme européen en tant que système de domination sociale — mais il le fait éclater ; il serait prêt à servir à l'impérialisme anglais d'arme contre les Soviets — mais il entre en conflit grave de conséquences avec l'Angleterre dont il lèse les intérêts en Europe aussi bien que dans le monde entier.

Cependant, malgré toutes ces contradictions, le Troisième Reich, suivi par l'Italie fasciste, apparaît comme un formidable instrument de guerre dirigé contre le prolétariat et le socialisme européens.

Le Troisième Reich prépare la guerre avec de nouvelles méthodes, inconnues jusqu'alors des puissances impérialistes ; il prépare la guerre politique. En étendant son système d'alliances, il organise la contre-révolution européenne ; il pousse les pays qu'il veut gagner comme ses

alliés, à des coups d'Etat contre-révolutionnaires. Cela ne veut pas dire que tous les régimes réactionnaires de l'Europe fassent partie de la coalition germano-fasciste, mais il n'y a que les Etats contre-révolutionnaires qui peuvent devenir les alliés du Troisième Reich. L'Allemagne hitlérienne ne se limite pas à attiser l'irrédentisme national chez ses ennemis éventuels : elle y fomente également l'irrédentisme politique et social, faisant appel aux classes possédantes, aux mouvements fascistes, aux partis réactionnaires, aux camarillas militaires avides de pouvoir, aux cours royales qui aspirent à l'autocratie, et elle le fait partout, dans l'Europe entière. L'appui qu'elle prête aux forces contre-révolutionnaires, ennemies de la démocratie, devrait, d'après son plan, renforcer, en premier lieu, sa position extérieure et son système d'alliances dans l'Est et le Sud-Est de l'Europe. « Actuellement les milieux possédants polonais, ruthènes, roumains sont certainement contre la Russie des Soviets. Mais les paysans opprimés et brimés partagent-ils ce sentiment » ? peut-on lire dans la revue allemande qui représente l'idéologie du nouvel impérialisme germanique. Dans plusieurs pays d'Europe le Troisième Reich mène aux côtés de la contre-révolution une guerre civile latente qui peut facilement devenir, comme en Espagne, une guerre internationale. Le fascisme allemand est fermement décidé à conduire la prochaine guerre comme un combat politique de propagande. « La propagande » écrit le général von Metzsch, « est une arme de portée égale aux moyens techniques et chimiques de guerre. Il serait érroné de ne l'employer qu'au moment où les armées de l'ennemi sont déjà démoralisées ; il faut la mettre en œuvre dès le début des hostilités, la considérant comme une partie intégrante de l'action guerrière ».

De nouvelles méthodes, une importance primordiale attachée à la guerre politique de classe — tels sont les éléments qui enlèvent au conflit projeté par les puissances fascistes e caractère d'une guerre impérialiste « classique » . Il y

a encore une autre différence : durant la guerre de 1914-1918 s'étaient affrontées des forces de même nature, et l'impérialisme de l'Entente valait celui des Empires Centraux. En revanche, la guerre que les puissances fascistes se préparent à déclencher dressera l'une contre l'autre des forces complètement opposées : l'impérialisme fasciste ne sera que dans un camp, tandis que les tendances anti-impérialistes auront la prépondérance dans l'autre.

L'impérialisme des grandes puissances coloniales de l'Occident a un autre caractère que celui des grands Etats fascistes, mais sa courbe aussi va en déclinant. Il a adopté une attitude strictement défensive, il a négligé sa force militaire, sa politique est devenue faible et incertaine : la différence entre Joseph et Neville Chamberlain est plus que symbolique. La situation actuelle des puissances occidentales dans le Pacifique est significative pour la crise des empires coloniaux : l'Angleterre assiste, impuissante, à l'offensive japonaise et même les Etats-Unis se voient obligés de se tenir sur la défensive. Dans le camp anti-japonais, le rôle décisif est joué non pas par la résistance des puissances occidentales, mais par d'autres facteurs qui sont anti-impérialistes, notamment par la révolution nationale et démocratique du peuple chinois et par la politique mondiale de l'Union Soviétique, Etat révolutionnaire. La lutte de défense menée par les empires coloniaux occidentaux ne vient qu'en troisième place. Le dynamisme, la loi du développement politique, est tout à fait net : il mène à l'accroissement de l'importance militaire de l'Union Soviétique et au renforcement du rôle politique de la révolution chinoise.

L'impérialisme occidental fléchit aussi sur le plan de la politique intérieure : la bourgeoisie impérialiste qui représente une génération d'épigones affaiblis, perd une position après l'autre en Angleterre, en France et aux Etats Unis.

Grâce à son immense population, à l'étendue de son territoire et à sa puissance économique et militaire, l'Union

Soviétique formera l'axe de la coalition anti-hitlérienne. D'autre part, en France, la démocratie socialiste est portée au pouvoir ; en Angleterre, le parti travailliste qui joue actuellement un rôle très important dans la politique extérieure de son pays, est candidat au pouvoir. Le dynamisme de l'Occident est socialiste ; si la guerre éclate, la nécessité de la conduire sur un plan politique et le developpement des forces au sein des démocraties occidentales, assureront au socialisme une place prépondérante : ce qui ne manquera pas de souligner encore plus fortement le caractère politique antagoniste des adversaires. Le même général von Metzsch qui, depuis des années, fait de la propagande en faveur de la guerre politique, écrivait dans son dernier ouvrage : « La guerre est un instrument de la politique. On ne peut plus l'utiliser sans la faire accompagner par des événements révolutionnaires. On ne peut plus imaginer un conflit, du moins en Europe, sans que les étincelles marxistes qui brillent encore ça et là ne deviennent des flammes dévorantes. » Ce soldat politicien prévoit donc même dans le Troisième Reich des mouvements révolutionnaires qui éclateront inévitablement au cours de la guerre.

Cette guerre entre le fascisme et le socialisme ne sera pas un simple et banal conflit impérialiste: ce sera une guerre politique et son enjeu sera également politique et non pas simplement matériel. Il ne s'agira pas seulement du minerai de fer français, du pétrole roumain ou du blé de l'Ukraine que convoite l'impérialisme allemand, mais du bouleversement politique et social et du sort de l'Europe.

Depuis que les puissances fascistes ont engagé la lutte pour l'Europe, menaçant le prolétariat international de la guerre de classe, de la guerre politique, les conditions et les données de lutte de classe en Europe ont subi un profond changement. La lutte de classe a été également transportée sur le terrain de la politique étrangère et de la lutte pour la suprématie européenne et mondiale

Elle aussi se poursuit sur un plan international. L'ennemi de classe du prolétariat apparaît dorénavant sous forme de l'ennemi extérieur qui organise la contre-révolution. La lutte de classe est menée à présent par les Etats. Zyromski a exprimé cette transformation avec une netteté bien marxiste :

« Les frontières de classe au sein de chaque pays se combinent aux frontières territoriales. En réalité le front international de classe est aujourd'hui à la fois intérieur et extérieur » .

La guerre devient la forme la plus violente, la plus intense, la plus impitoyable de la lutte de classe. Par conséquent, toute faiblesse à l'égard du fascisme dans la politique extérieure signifie une capitulatoin devant l'ennemi de classe.

La politique internationale socialiste se trouve aujourd'hui devant des faits sans précédent et des tâches nouvelles. L'offensive fasciste l'oblige à recourir, dans sa lutte pour la paix, à des méthodes nouvelles et efficaces.

Mais si la guerre éclatait néanmoins, la tâche essentielle et inévitable du socialisme international serait de la conduire comme une guerre de classe, une guerre politique. Pour pouvoir être maître de toutes les situations en temps de paix et en temps de guerre, le socialisme international devrait savoir écarter ce dilèmme redoutable :

pacifisme passif en temps de paix,
ou union sacrée en temps de guerre.

Le pacifisme passif mène, en temps de paix, à la guerre et pendant la guerre, il rend inévitable l'union sacrée et aboutit, par conséquent, même en cas de victoire militaire, à la défaite politique du socialisme.

Le pacifisme prolétarien et socialiste diffère foncièrement de toutes les autres formes du pacifisme. Il lui est d'autant plus nécessaire de s'en séparer que nous vivons à une époque où la démagogie pacifiste bat son plein et où certains mouvements, dits pacifistes, sont exploi-

tés dans des buts anti-prolétariens et, par là même, nuisibles à la cause de la paix.

Il existe aujourd'hui, un pacifisme contre-révolutionnaire : c'est l'intérêt des grandes puissances fascistes d'aveugler et d'affaiblir par le mirage pacifiste leurs futurs adversaires. D'autre part, une partie des classes possédantes et des groupes réactionnaires, dans les pays les plus menacés par l'impérialisme fasciste, prônent le pacifisme à outrance à l'égard des agresseurs fascistes et professent le défaitisme vis-à-vis de leur propre démocratie. Les chauvins et les fauteurs de la guerre de 1914-1918 sont aujourd'hui des adversaires farouches de toute mesure de contrainte, de tout recours à la force... s'ils doivent être dirigés contre les menées belliqueuses du fascisme. « Nous ne sommes pas contre la guerre, mais nous sommes contre *celle* guerre » écrivait Charles Maurras lorsqu'il s'agissait de recourir aux sanctions de la S. D. N. pour arrêter l'agresson italienne en Abyssinie. Ainsi le pacifisme des groupes fascistes dans un pays démocratique est pro-hitlérien, pro-mussolinien, mais toujours dirigé contre sa propre nation. C'est la contre-révolution qui est devenue défaitiste.

Il existe un pacifisme capitaliste cher aux grands brasseurs d'affaires qui voudraient maintenir la paix au moyen d'une entente entre les deux capitalismes : celui des pays démocratiques et celui des puissances fascistes. Ce pacifisme conseille toujours de reculer devant l'offensive fasciste ; il est prêt à sacrifier la démocratie pour se faire du fascisme un allié politique et social. Malgré son prétendu réalisme — il préconise en premier lieu une entente économique entre les nations rivales — ce pacifisme pratiqué par certains groupements de la Cité de Londres, de la haute finance et de l'industrie française est en soi complètement utopique. Ce qu'il appelle « action pour la paix » ne fait que conduire la démocratie à se soumettre à l'agression fasciste, et à la favoriser. C'est un pacifisme de notre

ennemi de classe : il doit être dénoncé et combattu.

Vient ensuite le pacifisme bourgeois démocratique des années 1933-1937. C'est lui qui a permis au Troisième Reich de réarmer, qui a toujours battu en retraite devant le fascisme allemand, qui a assuré l'entrée de Mussolini dans la grande politique mondiale et en a fait presque l'arbitre du destin de l'Europe.

Ce pacifisme qui n'a ni force ni caractère a facilité les préparatifs guerriers du fascisme, c'est lui qui compromet la cause de la paix. A l'heure actuelle, si particulièrement critique, le socialisme ne doit à aucun prix participer à la faillite de la politique extérieure de la démocratie bourgeoise, il ne doit en aucun cas assumer la responsabilité de la ruine de la cause de la paix.

Il y a aussi plusieurs espèces de pacifismes socialistes, qui toutes ont été dépassés par les événements.

Il y a, par exemple, des pays où la politique étrangère socialiste est basée sur la conception de la neutralité inconditionnelle. Elle se trouve en contradiction non seulement avec la solidarité prolétarienne internationale et la sécurité collective, mais encore avec les intérêts réels de ces pays. Si le Troisième Reich commence la guerre il ne la fera pas contre la France, la Tchécoslovaquie ou l'Union Soviétique, mais bien contre l'Europe tout entière et aucun État ne pourra échapper à ses conséquences. La puissante machine militaire allemande ne s'arrêtera pas devant les portes de Bruxelles, de Copenhague et de Stockholm. La déclaration d'une neutralité inconditionnelle ne constitue aucunement une garantie de sécurité pour les petits Etats. Il ne dépendra pas de leur volonté de rester neutres pour que le Troisième Reich les laisse en paix. Sa décision de les attaquer ou de les épargner sera déterminée par d'autres facteurs : par les plans stratégiques de l'Etat-Major allemand et par la puissance militaire de la coalition anti-hitlérienne. En réalité, si la guerre est déclenchée, ce seront l'armée française et l'armée rouge qui protègeront et défendront les petits Etats.

Il existe aussi un pacifisme socialiste «ancien style», le pacifisme passif qui n'a pas encore compris combien la situation actuelle a changé. Répétant toujours les vielles formules, il ne se rend compte ni de la psychologie, ni des méthodes du fascisme, ni de sa volonté éffrénée de guerre. Ce pacifisme passif, assez répandu dans l'Europe occidentale, continue à croire qu'on peut empêcher la grande guerre par de petits moyens : négociations diplomatiques, procédures, admonestations, concessions...

Il y a, enfin, un pacifisme pseudo-révolutionnaire, comme celui de l'ancienne «Gauche Révolutionnaire» de la S.F.I.O. et de l'I.L.P. (Indépendant Labour Party) anglais. Ces superpacifistes ne sont pas de véritables pacifistes car ils ignorent tout des méthodes à appliquer pour empêcher la guerre ; ces anti-nationalistes ne sont nullemement de vrais internationalistes, car ils n'ont aucune idée de la lutte active internationale pour combattre les préparatifs guerriers du fascisme et de la contre-révolution européenne. Ces ultra gauchistes ne sont pas des révolutionnaires car ils sont incapables d'apprécier à sa juste valeur le rôle de la violence.

Neutralité socialiste, pacifisme socialiste passif ou pseudo-révolutionnaire sont tous aussi incapables d'assurer la paix que de mener, en cas de guerre, une politique internationale ayant pour but le triomphe du socialisme en Europe.

Le pacifisme passif sous toutes ses formes au lieu de renforcer la paix conduit à la guerre. Il est responsable de l'échec des efforts pour barrer la route à la guerre ; il amollit le prolétariat en le berçant d'illusions sans le préparer aux tâches politiques qui lui incomberaient au cas où le fascisme déchaînerait la guerre, et ce faisant il ouvre le chemin à l'union sacrée. Les dirigeants socialistes qui, aujourd'hui, n'expliquent pas au prolétariat le caractère particulier de la crise européenne, ne seront pas capables de se placer à la tête des peuples au moment où le fascisme mettra le feu à l'Europe. Cependant le prolétariat n'a ja-

mais eu autant besoin d'une direction socialiste qui aurait conscience du dynamisme politique de l'Europe bouleversée et divisée. Si la guerre éclatait, de nouveaux problèmes se dresseraient devant le socialisme européen : la prise du pouvoir, la direction de la nation, la conduite politique, socialiste et révolutionnaire de la guerre, l'édification du socialisme, le reconstruction de l'Europe.

Dans les pays démocratiques la guerre posera à l'ordre du jour le problème de la prise du pouvoir, tandis que dans les Etats autoritaires, elle provoquera une crise aigüe des dictatures fascistes et réactionnaires dont le dénouement sera rapide. Le problème de la prise du pouvoir aura alors une envergure européenne.

La crise ouverte par la guerre amènera inévitablement l'effondrement politique des classes possédantes qui, ayant facilité la conflagration par leur politique myope et égoïste et s'étant avérées anti-nationales et défaitistes, auront perdu le droit de diriger la nation dans un conflit dont elles seront responsables. La bourgeoisie ayant fait faillite du point de vue politique et national, le socialisme, pendant la guerre, exigera le pouvoir. Cette prise du pouvoir et l'accroissement de sa puissance ne seront pas, en cas de guerre, conditionnés seulement par l'évolution politique intérieure des démocraties occidentales, ils deviendront aussi une nécessité nationale. Le socialisme est appelé à guider les nations dans la crise européenne.

En arrivant au pouvoir pendant la guerre, les socialistes devront la conduire, ils auront à réaliser d'énormes tâches d'organisation et d'offensive politique. Cette dernière sera surtout de haute importance car de même que les armes sont devenues un moyen technique de la lutte de classes, les idées politiques et leur force de résistance et d'attaque représentent, aujourd'hui, un puissant potentiel de guerre. Au point de vue politique, la démocratie bourgeoise conservatrice ne peut offrir qu'une faible résistance à l'agression fasciste. Seules les idées de liberté

et de socialisme peuvent animer et enthousiasmer le peuple dans sa défense contre l'attaque fasciste. L'Espagne de 1937 nous en fournit une preuve éclatante que doivent reconnaître même les représentants de la réaction, en France.

« Pour surmonter l'horreur des risques encourus, le guerrier de 1937 doit avoir, outre la discipline, l'enthousiasme d'un croyant pénétré de la foi. C'est la foi qui fait, en vérité, la force de la Brigade Internationale » écrit Didier-Poulain dans « Candide » et Désiré Ferry le répète dans « La Liberté » : l'exemple espagnol a montré qu'il est difficile de vaincre les hommes résolus à vendre chèrement leur liberté.

Ainsi, même les droites apprécient la valeur que l'esprit de liberté socialiste représente pour la défense du peuple. Le socialisme est capable de mener une guerre politique avec des armes psychologiques et militaires dont la puissance dépasse de loin ceux du fascisme.

La direction politique de la guerre par les socialistes diffère également de la défense nationale et de l'union sacrée de 1914-1918. Que peut-il arriver après une défense nationale victorieuse ? En 1914-1918 le prolétariat tomba sous la domination politique des classes possédantes, il fut asservi par l'impérialisme national. Si, dans la guerre future, le socialisme renouvelait la politique de l'union sacrée, en se limitant à la défense nationale, il ne ferait que répéter inéluctablement l'expérience néfaste du conflit mondial de 1914-1918 : il y aurait alors un deuxième traité de Versailles et une troisième conflagration universelle en perspective.

La guerre *nationale* signifie défense nationale et union sacrée ; la guerre *politique* signifie direction socialiste de la nation en lutte pour une Europe socialiste. Même du point de vue de la défense nationale, la guerre politique est plus efficace que la guerre nationale, car cette dernière ne peut faire naître un véritable élan d'enthousiasme chez les peuples qui ont passé par l'effroyable expérience de

1914-1918, tandis que la guerre politique est capable de mobiliser les masses laborieuses, véritables représentant de la nation, qui se lanceront dans la lutte pour leurs propres idées socialistes.

La guerre nationale est menée contre l'Etat ennemi en tant que nation homogène ; elle ne fait que consolider sa force de cohésion. Au contraire, dans la guerre politique le socialisme proclame les travailleurs de l'Etat ennemi ses propres alliés, en désagrégeant ainsi l'arrière de l'adversaire et en réduisant sa capacité de résistance politique.

La guerre nationale serait conduite contre le peuple allemand ; la guerre politique serait menée contre la dictature national-socialiste.

La guerre nationale qui est un duel à vie et à mort entre les nations, ruinerait complètement l'Europe et la laisserait sans issue, tandis que la guerre politique entre le socialisme et le fascisme, une guerre, qui dresserait le peuple contre ses oppresseurs fascistes en désagrégeant l'arrière de l'ennemi, pourrait diminuer la durée de cet effroyable conflit destructeur et pourrait libérer les forces politiques qui sauraient reconstruire l'Europe.

Le fascisme est aujourd'hui en état de *détruire la paix* parce qu'en 1918, à la liquidation de la grande guerre, la classe ouvrière, en Europe, n'a pas su *détruire le capitalisme.* L'offensive fasciste oblige le socialisme européen à adopter sa propre politique de force. Le pacifisme passif des grands partis ouvriers de l'occident est déjà révisé et liquidé. Le parti socialiste français vote déjà les crédits de guerre. Le Labour Party soutient un vaste programme d'armements en Angleterre. En 1937, le socialisme européen occidental a dû reconnaître la force des armes et sa politique extérieure devient plus active. On n'a plus besoin de lui prouver la nécéssité de se défendre contre l'agression fasciste, les armes à la main. Mais il ne suffit pas de reconnaître la force des armes, elles doivent, une fois qu'elles sont en main, devenir un puissant instrument de la politique socialiste. Mais le vote

des crédits de guerre par les socialistes européens et leur acceptation des mesures pour la défense nationale ne seraient que des actes opportunistes si cette revision n'était pas dans l'esprit de la doctrine de Marx et d'Engels et si, en cas de guerre, elle n'était pas soutenue par l'inébranlable volonté de pouvoir, par la ferme résolution de diriger les peuples vers le socialisme et par le désir de combattre pour une Europe socialiste.

III

LE FACTEUR MILITAIRE

La crise européenne n'est qu'une partie du grand bouleversement social de notre temps.

Le socialisme international devrait se rendre compte du dynamisme de notre époque et de ses forces explosives. Il ne suffit plus de penser aux augmentations de salaires ou aux bulletins de vote : le socialisme international est forcé aujourd'hui de se préoccuper des organismes sociaux, des Etats, des classes, des mouvements de masses et même des divisions motorisées et des avions de bombardement.

Le fascisme international a mis à l'ordre du jour de sa politique intérieure et extérieure la violence. Dans sa lutte il obtient des résultats par la force. Il prévient les ignorants : « Si on se trompe sur le caractère de la guerre future et sur les préparatifs matériels et politiques qu'elle nécessite, on risque de provoquer des conséquences mortelles, et la mort n'admet point de révision » , écrit une revue militaire allemande.

Puisque la mort n'admet point de révision, les masses travailleuses devraient apprendre toute la vérité sur les préparatifs de guerre fascistes et sur les changements survenus dans la politique européenne. Même la sécurité collective qui devrait garantir la paix repose sur la puissance militaire à laquelle on ajoute les moyens d'intimider l'agresseur et de l'ébranler au point de vue moral.

Engels disait que la politique ne représente qu'une économie concentrée ; de nos jours la stratégie n'est que politique concentrée. La politique extérieure n'est plus l'organisation technique de la paix comme elle l'a été récemment; chez les puissances fascistes, elle devient une arme diplomatique pour *préparer* la guerre tandis que chez leurs

adversaires elle est le moyen d'*empêcher* la guerre par la supériorité militaire et politique. Le facteur militaire est devenu un facteur politique de première importance.

La grande puissance militaire du fascisme allemand constitue un facteur politique. C'est sous sa pression que le mouvement ouvrier en Autriche fut écrasé. C'est elle qui a rendu possible l'intervention armée en Espagne. elle menace l'Europe Occidentale, pèse à l'Est, de la Mer Baltique jusqu'aux Balkans, et appuie partout la contre-révolution.

La force militaire de l'Union Soviétique est également un facteur politique, car elle augmente son poids en Europe où cet Etat révolutionnaire apparaît comme le pays du continent le plus formidablement armé. Ce fait ouvre des perspectives nouvelles à toute la politique européenne.

La faiblesse militaire de l'Italie est un autre facteur politique. Le fascisme italien, du point de vue économique et militaire, a des pieds d'argiles. Toute la politique européenne de 1936 et de 1937 eût été tout à fait changée si on avait reconnu et dénoncé à temps le bluff de Mussolini sur la prétendue puissance militaire de l'Italie. C'est à cause de la faiblesse militaire de ce pays que sa politique extérieure ainsi que toute la situation politique du fascisme italien sont sans issue.

La faiblesse militaire de la Pologne constitue aussi un facteur politique : il en résulte la faiblesse du régime dictatorial des « colonels » ainsi que l'impuissance de toutes sortes de dictatures ou de semi-dictatures réactionnaires en Europe Orientale entre la Mer Baltique et la Méditerranée, dont elle est le point d'appui.

La faiblesse militaire du Japon, qu'il révèle sur terre et dans les airs, vis à vis de l'Union Soviétique en Extrême Orient, est également un facteur politique. Le Japon ne dispose plus de supériorité militaire sur le continent asiatique et, de ce fait, le développement ultérieur des événements en Asie se présente sous un nouveau jour.

Il ne faut pas permettre que le fascisme détienne

le monopole de la violence ; ce monopole, d'ailleurs, il ne le possède pas. Mais le socialisme démocratique ne s'en rend pas compte : il n'a pas encore une juste appéciation des rapports entre les forces en Europe, il n'a pas encore élaboré sa propre politique de force. Et pourtant, la crise européenne n'attend point et l'impérialisme fasciste s'arme, prêt à prendre de grandes décisions.

La politique européenne repose à présent sur la force des armes et depuis le réarmement fasciste, l'avenir de l'Europe dépend surtout du jeu des différents facteurs militaires. Le socialisme international doit, par conséquent, connaître à fond et savoir apprécier les données militaires.

La lutte du Troisième Reich pour l'hégémonie militaire a été couronnée de succès en Europe Orientale et Sud-Orientale où la supériorité de ses armes aussi écrasante qu'incontestable lui permet d'exercer une forte pression. Entre la ligne Maginot et les frontières de la Russie Soviétique, depuis la Mer Baltique et jusqu'à l'Adriatique on ne trouve aucun Etat capable d'opposer une longue résistance à l'Allemagne hitlérienne. Cependant, cette hégémonie du Troisième Reich ne s'exerce que sur un territoire limité ; elle a pour ainsi dire un caractère local et — ce qui est plus grave — elle n'existe que dans la mesure où l'on fait abstraction du contre-poids militaire de l'Union Soviétique.

Le but du Troisième Reich est d'obtenir également une supériorité militaire sur les puissances occidentales. A l'heure actuelle, leurs forces sont dans une certaine mesure en équilibre. L'Allemagne possède une avance marquée en ce qui concerne le développement de son potentiel technique de guerre, le degré de sa militarisation et, enfin, ses armes offensives. L'Etat Major du Troisième Reich a des conceptions beaucoup plus vastes que celles des puissances occidentales et il désire atteindre une double supériorité sur elles en armes offensives. Le potentiel industriel des puissances occidentales ne cède

cependant pas à celui de l'Allemagne, la capacité de production de leur industrie aéronautique et automobile est même plus puissante. Grâce à leurs ressources coloniales et aussi aux liens qui les unissent à l'économie mondiale elles peuvent disposer des immenses forces économiques contre l'Allemagne. Elles ont moins à craindre le succès d'une attaque brusquée de la part de l'Allemagne hitlérienne, que les énormes pertes en matériel, en richesses et surtout en hommes que devrait leur coûter la défense contre l'invasion germanique. La fleur de la jeunesse française et anglaise risque d'être encore une fois décimée devant quelque « Moulin de la Mort » d'un nouveau Verdun.

La contre-offensive et la victoire demanderaient des sacrifices énormes, surtout si les puissances occidentales étaient obligées de combattre contre les forces réunies de l'Allemagne et de l'Italie. Les armes offensives des puissances occidentales sont relativement faibles, la France ne possède que trois divisions légères motorisées et la stratégie française ainsi que l'anglaise ont un caractère nettement défensif. Ce fait impose aux puissances occidentales la nécessité de recourir au système des coalitions et des alliances.

L'armement anglais représente, bien entendu, un facteur très important, mais il ne faut pas le surestimer. Sur mer, l'Angleterre ne pourra pas renforcer ses positions d'une façon décisive avant 1940-42 et ne sera donc pas capable d'opposer, toute seule, une résistance efficace à la flotte japonaise dans sa zone d'influence dans le Pacifique. Même après l'accomplissement de son dernier programme d'armement l'armée anglaise ne pourra pas jouer un rôle stratégique indépendant. Il est vrai qu'en cas de besoin, la flotte aérienne anglaise renforcée pourrait prêter une assistance importante à la France, mais son développement reste relativement limité et en arrière du programme aérien allemand. Même l'accom-

plissement du programme aérien anglais, la supériorité numérique dans l'air appartiendra encore aux forces réunies germano-italiennes, en comparaison avec les puissances occidentales.

Considérée sur le plan européen et mondial, la puissance d'attaque des Etats fascistes est assez limitée. Cela dépend en premier lieu du caractère et des défauts de leur potentiel de guerre. L'Allemagne, l'Italie et le Japon ne possèdent que des ressources restreintes en matières premières, tandis que la guerre moderne en exige beaucoup plus que celle de 1914-1918. Les tentatives de l'Italie qui n'a presque pas de matières premières nécessaires à son industrie de guerre, pour combler cette lacune par l'autarchie et les ersatz sont un bluff, car elle ne possède pour cela ni moyens financiers, ni forte industrie chimique. D'autre part, comme sa métallurgie ne peut couvrir que le tiers ou, au maximum, la moitié de ses besoins de guerre, le gouvernement fasciste n'arrivera pas dans un bref délai à créer une industrie de guerre.

En ce qui concerne les matières premières et l'industrie lourde, le Japon se trouve dans une situation un peu meilleure que l'Italie, mais la construction des machines, cette branche si importante dans la fabrication des engins de guerre modernes, en particulier l'industrie aéronautique et automobile, s'y révèlent insuffisantes et arriérées. De tous les grands Etats fascistes, l'Allemagne hitlérienne seule possède une forte industrie de guerre et de puissants moyens techniques d'offensive.

Le champ d'action des Etats fascistes et leur relative puissance militaire apparaissent encore plus limités si on les compare à ceux de la coalition adverse y compris l'Union Soviétique. Cette coalition qui comprend les nations pacifiques dispose dans tous les domaines d'une supériorité écrasante : réserves humaines, matières premières, industrie de guerre. L'Union Soviétique est l'Etat économiquement le plus fort de l'Europe sans compter qu'il arrive en première place en ce qui concerne le potentiel

de guerre grâce à la militarisation de son économie et à ses réserves d'hommes. Tout en dépassant le Troisième Reich par la masse de sa population et ses ressources en matières premières, elle le bat également — tout en étant de force égale dans l'industrie lourde — par l'étendue et la capacité de production de ses armements. L'Union Soviétique possède trente fois plus de tracteurs que l'Allemagne, ce qui indique sa supériorité dans la fabrication des tanks et dans la motorisation de l'armée, et elle fabrique deux ou trois fois plus d'avions de combat que le Reich.

Avec l'appui de l'Union Soviétique, la coalition anti-hitlérienne dispose même d'une supériorité nette en armes offensives en comparaison avec les Etats fascistes. D'autre part, si le Troisième Reich déclenche une offensive, elle se brisera contre la ligne Maginot et contre l'armée de choc russe. Pierre Cot a ainsi défini l'importance militaire de l'Union Soviétique : « Il serait impossible de vaincre un pays qui aurait l'URSS pour alliée. Nous avons perdu (à cause du réarmement allemand). Mais nous avons gagné plus que nous n'avons perdu. Car l'appui que pourraient nous donner les Soviets est infiniment plus important que le danger résultant pour nous du réarmement de l'Allemagne. »

Même toute seule, l'URSS est militairement plus forte qu'une éventuelle coalition de ses ennemis. La déclaration de Litvinov : « Notre potentiel militaire et économique et l'état de notre industrie de guerre nous rendent plus forts que n'importe quel agresseur ou leur caoalition» correspond à la réalité, car l'URSS est non seulement supérieure à l'Allemagne, en Europe, et au Japon, en Extrême Orient, mais elle garde aussi sa supériorité même en face d'une coalition germano-nippone. Ainsi elle assure sa suprématie à la coalition anti-allemande en Europe et à la coalition anti-japonaise en Asie.

La guerre contre la Chine promet d'affaiblir triplement la puissance militaire du Japon. Cette campagne engloutit toutes les réserves de matériel de guerre japo-

nais qui n'était pas très grand et épuise l'industrie de guerre relativement faible du pays du soleil. Le Japon, obligé de jeter contre la Chine la moitié de ses réserves en hommes, affaiblit beaucoup sa position en Extrême-Orient, vis à vis de l'Union Soviétique. Et finalement, se perdant dans les immenses territoires chinois, le Japon risque d'avoir une ligne de front extrémement défavorable au cas où il serait obligé de soutenir une guerre aussi bien contre la Chine que contre l'Union Soviétique : il sera forcé d'opérer sur deux fronts de quelques milliers de kilomètres entre Shanghai et l'Amour, entre la Mongolie Extérieure et le Pacifique. En cas de guerre sur deux fronts, le Japon aurait à lutter simultanément contre les énormes masses chinoises et contre la technique supérieure et ultra-moderne de la Russie des Soviets. De ce fait l'alliance de l'Allemagne et du Japon perd toute son efficacité tandis que la prétention du Troisième Reich à s'assurer l'hégémonie militaire en Europe reste vaine.

Dans ces conditions, la guerre à fronts multiples rêvée par le Troisième Reich devient une entreprise désespérée. Le plan de campagne de 1914 et le plan de Schlieffen qui en constituait la base ne peuvent plus être appliqués. Le plan de Schleffen reposait sur deux suppositions : sur la possibilité de dégarnir presque complètement le front à l'Est contre la Russie et sur la nécessité de concentrer l'écrasante majorité des forces allemandes à l'Ouest contre la France. Trois chefs de l'Etat-Major allemand Schleffen, Moltke jeune et Falkenhayn, ont affirmé catégoriquement, l'un après l'autre, qu'il n'était guère possible d'obtenir une victoire rapide contre les Russes qui, à leur avis, possèdaient d'excellentes chances défensives. La Russie, ses énormes étendues et ses réserves humaines, leur inspiraient une véritable inquiétude qui était devenue une tradition de la stratégie allemande. Ces grands chefs militaires d'Allemagne ne voulaient pas risquer une offensive de grande envergure contre la Russie. La lente mobilisation de l'ancienne armée russe, sa lourdeur de mouve-

ment et sa faible capacité offensive ont permis aux Allemands en 1914 de concentrer les sept huitièmes de leurs troupes contre la France. Ce n'est qu'à cette condition là qu'une offensive a été rendue possible à l'Ouest. Mais aujourd'hui, lorsque l'armée rouge est devenue l'une des plus fortes d'Europe, prête elle-même aux opératrions offensives, les deux solutions de la stratégie allemande de 1914 ne tiennent plus. Dans une nouvelle guerre à fronts multiples, l'Etat Major allemand ne pourra plus dégarnir ses lignes à l'Est où il aura à faire à l'armée rouge largement motorisée et pourvue d'une aviation puissante, et il ne pourra pas non plus, par conséquent, opérer une concentration de forces massives, à l'Ouest, contre la France. Et pourtant la seule condition pour que le Reich puisse espérer forcer la remarquable position défensive de la France qu'est la ligne Maginot c'est de jeter, comme en 1914, le gros de ses effectifs sur le front occidental. Mais une offensive contre la France dans le style de 1914 contient à l'heure présente le risque de l'effondrement des positions défensives allemandes à l'Est ; ce terrible danger ne pesait pas sur les chefs militaires allemands en 1914. Aujourd'hui, en cas de guerre à fronts multiples, l'Allemagne se verra obligée de répartir ses forces d'une manière bien différente de celle de 1914 ; elle aura besoin du gros de ses effectifs à l'Est, sans avoir cependant la certitude de s'assurer, même dans ces conditions, une défense victorieuse ; elle ne pourra réaliser aucune concentration sur le front à l'Ouest sans flancher à l'Est. Le plan de Schlieffen se trouve donc écarté, ainsi que la possibilité d'une offensive victorieuse allemande sur l'un des deux fronts principaux. Par conséquent, le problème de la guerre à fronts multiples est insoluble pour le Troisième Reich et tout son formidable réarmement n'a pas de perspectives stratégiques.

Le bloc franco-soviétique se révèle plus fort que n'importe quelle autre coalition militaire ; il joue un rôle plus important que l'entente franco-russe ou l'alliance

des puissances centrales en 1914. La France et l'URSS se complètent l'une l'autre : les positions défensives, la tradition et l'expérience militaire françaises se combinent avec la puissance d'attaque, la technique ultra moderne de l'armée rouge, formant un inébranlable ensemble guerrier.

Tout cela comporte des conséquences politiques de la plus haute valeur. Cet énorme appareil militaire se trouve entre les mains des pays qui désirent la paix, et tant que l'aggresseur fasciste n'a pas déchaîné la tempête, il sert au maintien de la paix.

Or, on peut imposer la paix aux Etats fascistes. Ce n'est pas seulement une question de force, c'est surtout une question de volonté. Les conditions actuelles permettent aux puissances qui défendent la paix d'adopter vis à vis des dictatures fascistes une attitude plus décidée et plus hardie : cela servirait la cause de la paix mieux que ne l'a fait la politique d'atermoiement et de faiblesse suivie de 1933 à 1937.

L'alliance franco-soviétique présente encore un autre aspect : la puissance militaire la plus formidable de notre époque se trouve entre les mains des Etats — si différents que puisse être leur structure politique — où le socialisme représente une force politique décisive. Jamais encore le socialisme n'a disposé d'un pareil pouvoir matériel. Les forces de l'avenir possèdent de ce fait des fondations solides car la supériorité militaire en Europe est de leur côté.

Il ne serait nullement paradoxal d'affirmer que le point faible du fascisme se trouve précisément dans le domaine militaire. Dans leurs propres pays, les dictatures fascistes représentent de formidables appareils d'oppression qui écrasent un adversaire sans défense. A l'extérieur elles profitent du pacifisme passif et des concessions des démocraties bourgeoises ainsi que des tendances pro-fascistes de certains milieux internationaux.

Mais sur le terrain militaire, ces avantages leur font défaut, car les Etats fascistes s'y trouvent en présence d'une indubitable supériorité technique et économique

de leur adversaire. La diplomatie est changeante et sinueuse, mais les rapports de forces restent bien déterminés et la balance ne pourra pencher dans l'avenir qu'aux dépens des puissances fascistes.

Ces dernières, malgré leur relative faiblesse militaire, poursuivent une politique extérieure agressive et provocatrice ; elles poussent à la guerre mais elles risquent leur tête, car le fascisme peut s'effondrer facilement lors d'un conflit armé. Les membres les plus faibles de la coalition fasciste, l'Italie et le Japon, ne sont pas capables de fournir un effort durable économique, technique et militaire.

L'organe de l'Etat-Major allemand « Militaerwochenblatt » a ainsi jugé les perspectives d'une guerre russo-japonaise (l'article date de 1934, donc avant la véritable modernisation de l'armée rouge) : « Pour le moment, les chances militaires et politiques du Japon lui sont défavorables au plus haut degré. Un conflit armé entre la Russie Soviétique et le Japon aboutirait probablement à l'effondrement de la puissance économique et militaire de ce ce dernier. Le Japon n'a aucun moyen d'assurer par ses propres forces l'approvisionnement de son industrie en général et de celle de guerre en particulier ».

La même vérité s'applique dans une plus large mesure à l'Italie : elle possède encore moins de matières premières, son industrie lourde est très faible et un blocus naval la frapperait mortellement. Le Troisième Reich non plus ne pourrait pas mener une longue guerre de position et recourir à la « stratégie d'épuisement ».

« Toute l'Europe centrale — l'Allemagne, la Pologne, etc.. — se trouve dans des conditions qui lui interdisent une guerre défensive et de position », déclare le général Svietchine, éminent théoricien soviétique. La relative faiblesse militaire de grandes puissances autoritaires rend inévitable leur effondrement. La guerre doit se terminer par leur défaite comme la défaite doit conduire à la ruine des dictatures fascistes.

IV

LES FORCES REVOLUTIONNAIRES DE L'EUROPE

Depuis 1933, depuis la défaite du prolétariat et le triomphe de l'hitlérisme en Allemagne, l'Europe a subi de profondes transformations politiques. D'une part, le fascisme international a lancé sa vaste offensive et a entrepris sa lutte pour l'hégémonie en Europe; d'autre part, les forces de la liberté, de la révolution et du socialisme ont conquis de nouvelles positions. Maintenant, le socialisme international doit dresser le bilan de ses propres forces et de celles de ses alliés, tout en tenant compte aussi bien de ses succès dans la lutte pour le pouvoir dans le cadre national que de la volonté et de la vigueur de sa résistance au fascisme dans le cadre européen.

Il faut distinguer quatre éléments de valeur décisive parmi les forces socialistes et révolutionnaires :

le socialisme démocratique des pays occidentaux,

l'Union Soviétique,

les forces révolutionnaires latentes de l'Europe Centrale et de l'Italie,

les mouvements ouvriers et paysans en Europe Orientale.

Toutes ces forces agissent dans les conditions les plus diverses : elles se trouvent au pouvoir ou dans l'opposition, elles sont à demi-légales ou même complètement illégales, elles se déploient librement ou sont exposées à l'effroyable terreur fasciste. Mais leurs intérêts concordent, demain elles seront alliées, et aujourd'hui, dans leur ensemble militaire, politique, social et spirituel elles constituent une énorme puissance.

La zone du socialisme démocratique en Europe s'étend de l'Espagne à la Scandinavie. Ses partis emploient des méthodes différentes, allant des révolutionnaires aux ré-

formistes, mais en face du fascisme européen, le socialisme démocratique se révèle comme son ennemi juré et comme un facteur révolutionnaire. Son centre de gravité se trouve actuellement en France où a commencé sa montée, où les méthodes de l'unité d'action et du front populaire ont été appliquées pour la première fois. L'avènement au pouvoir du front populaire en France a eu de grandes répercussions extérieures ; dans les pays fascistes ce fait a donné des forces nouvelles à l'opposition socialiste en Europe Orientale, les mouvements ouvriers et paysans découvrirent dans le front populaire une excellente forme de lutte pour la démocratie et pour le pouvoir ; l'exemple d'un gouvernement à direction socialiste dans un Etat démocratique a sensiblement renforcé la position du Labour Party, il ne faut pas oublier que le Labour Party compte, à l'heure actuelle environ 40% des électeurs ; aux Etats Unis qui passent eux-mêmes à travers une profonde transformation sociale, l'expérience sociale et politique française trouva un grand écho.

L'arrivée au pouvoir du front populaire en France a changé le caractère du conflit franco-allemand. La France n'est plus un pays conservateur et le fascisme allemand affronte non pas une république bourgeoise et réactionnaire, comme en 1933-35, mais une démocratie à hégémonie socialiste. Il est vrai de dire que la politique extérieure du front populaire subit encore l'influence du pacifisme passif, mais la démocratie socialiste française possède un fort potentiel de jacobinisme et sa résistance au fascisme allemand ne fera que croître.

La démocratie anglaise ne montre qu'un dynamisme fort restreint, mais elle reste ferme comme un roc, elle n'a pas été ébranlée. La montée du Labour Party est lente mais sûre et le rayonnement du front populaire français fait fondre la majorité conservatrice du corps électoral. Le Labour-Party tout en étant candidat au pouvoir, exerce une pression de plus en plus forte sur la politique étrangère anglaise et ne se contente plus de se figer dans une opposi-

tion à caractère exclusivement pacifiste. Après l'expérience faite et se rendant compte de l'étroit rapport qui existe entre la politique intérieure et extérieure, le Labour Party commence aussi à comprendre qu'une attitude de concilation et de rapprochement vis à vis des dictatures n'est que l'expression de la politique de classe pratiquée par la bourgeoisie réactionnaire. En cas d'agression, la colère et l'indignation des pacifistes trompés, doublées de la ténacité anglaise, peuvent renforcer considérablement la résistance à l'agresseur. Ainsi, le Labour Party devient un membre actif et important du front européen de défense anti-fasciste.

Pendant que le fascisme passait à l'offensive, le socialisme a affermi ses positions dans les pays scandinaves où il a pénétré encore plus profondément dans les masses populaires et où il a créé de nouvelles formes du bloc ouvrier et paysan, arrivant par cela à la stabilisation de l'administration socialiste dans la démocratie.

En pleine crise européenne, l'Espagne a offert un terrain nouveau à la démocratie socialiste. Elle a prouvé qu'une solution révolutionnaire n'était plus un monopole réservé à l'Europe Orientale et que le mouvement ouvrier de l'Occident ne devait pas inévitablement passer par le réformisme. Un nouveau type de démocratie s'est formé en Espagne au cours de la guerre civile, anti-conservatrice et anticapitaliste, indissolublement liée au mouvement ouvrier et au socialisme. L'Espagne républicaine forme un secteur révolutionnaire dans la démocratie occidentale.

La révolution espagnole a donné un nouvel essor au socialisme occidental et elle a fourni aux partis illégaux de l'Europe Centrale l'exemple d'une lutte révolutionnaire pour la liberté, s'appuyant sur une large base populaire.

D'autre part, l'Espagne nous présente le modèle de la guerre future : celle qui se déroule sur son sol est une guerre politique, une guerre de classes, et en même temps

une guerre nationale, provoquée par l'intervention fasciste étrangère, guerre qui demontre à quel haut degré de résistance peut s'élever la démocratie socialiste. « Les defenseurs de Madrid donnent une preuve éclatante de leur tenacité et de leur mépris de la mort. Ils rappellent l'héroïsme des habitants de Saragosse résistant à Napoléon Ier. Encore, les habitants de Saragosse ne connaissaient-ils pas l'horreur des bombardements par les avions et les gros canons, » écrit le général Maurin, ancien ministre de la guerre français. L'expérience de l'Espagne est significative pour toute l'Europe : dans la direction politique de la guerre le socialisme l'emporte sur le fascisme.

Elle est également grosse de conséquences sous un autre rapport : autour de l'Espagne républicaine a été réalisé le premier grand rassemblement du front populaire européen, allant du Labour Party à l'Union Soviétique.

Depuis 1933, il est devenu indubitable que l'Union Soviétique progresse à grand pas dans tous les domaines. Le volume de sa production a quadruplé. La révolution russe, après une complète transformation du système de production, a réveillé les forces productrices de l'énorme pays et a mis en valeur les richesses de son sol. Au cours de ces quatres dernières années, l'Union Soviétique est définitivement devenue, économiquement et militairement, le plus fort Etat de l'Europe.

En même temps, son évolution politique présente deux aspects : d'un côté, la dictature devient plus accentuée, et, de l'autre côté, les jalons pour le développement de la démocratie sont posés.

Chaque pas en avant de l'Union Soviétique sur le chemin de la démocratie socialiste renforce le pays et favorise son alliance avec le socialisme démocratique de l'Occident. Chaque pas en arrière, chaque altération des réformes démocratiques, chaque vague de terreur affaiblit politiquement le pays et rend plus difficile l'alliance avec les forces socialistes de l'Europe. La marche vers la démocratie constitue d'ailleurs la tendance principale,

objective et nécessaire du développement politique de l'URSS, elle est déterminée par le renforcement social du prolétariat et par l'irrésistible besoin des masses populaires de réaliser la liberté en régime socialiste. Elle coincide donc avec les lignes générales de l'évolution politique européenne. Dans sa politique extérieures l'Union Soviétique, depuis 1933, prend une orientation occidentale et devient un facteur de premier ordre dans le front européen de résistance au fascisme. Sa préparation militaire et son aptitude à conduire une guerre politique lui assurent même une supériorité sur les démocraties occidentales.

Ce revirement a eu pour conséquence la collaboration de l'Union Soviétique avec les Etats démocratiques et l'unité d'action prolétarienne dans beaucoup de pays : le communisme en Europe entra dans le front commun de la défense de la Démocratie. Ce regroupement des forces qui est le plus important depuis le début de l'offensive fasciste fait pencher la balance politique et militaire en faveur de la démocratie et du socialisme.

Des changements considérables ont également eu lieu dans le secteur fasciste et surtout dans le Troisième Reich. La dictature national-socialiste réduit à l'impuissance et humilie les forces tradionnelles de la réaction allemande, les hobereaux prussiens, les milieux dirigeants capitalistes et militaires, les Eglises. L'autarchie et l'économie de guerre déforment et épuisent le capitalisme allemand qui, enchaîné politiquement à la dictature national-socialiste, ne pourrait survivre en tant que système de domination sociale, à son effondrement, de même que le capitalisme russe n'a pu jadis survivre à la chute du tsarisme. Le régime actuel n'a nullement contribué à la stabilisation économique, sociale et politique du capitalisme et n'a point assuré sa collaboration avec le monde capitaliste extérieur. Les forces capitalistes, les forces de l'ancienne réaction sont liées, pour la vie et pour la mort, à la dictature hitlérienne, mais elles sont en même temps affaiblies par elle : c'est pourquoi ni la bourgeoisie, ni la réaction ne

peuvent recueillir la succession du fascisme allemand. Le fascisme ou la démocratie révolutionnaire, tel est le dilemme qui se pose devant l'Allemagne. Dans sa chute le national-socialisme entrainera avec lui les forces qui l'ont élevé au pouvoir en 1933.

D'autre part, la démocratie bourgeoise modérée, le socialisme réformiste et le catholicisme politique dont la coalition a assuré, en 1918, après la guerre, le rétablissement du capitalisme allemand, sont aujourd'hui détruites. De plus, la dictature national-socialiste a subi de profonds changements intérieurs : elle ne jouit plus, comme en 1933, de l'élan des masses ; elle a perdu son dynamisme qui réussissait naguère à enthousiasmer et à illusionner le peuple et elle s'est transformée en un Etat policier qui, bien que disposant d'un formidable appareil d'oppression, des moyens de terreur les plus modernes et des moyens de contrainte morale les plus raffinés, ne peut cependant pas empêcher le mécontentement des masses qui mène à l'opposition.

Pour la première fois, les effectifs d'un socialisme démocratique illégal et révolutionnaire ont surgi en Europe Centrale : l'insurrection de Vienne, en 1934, puis la création d'un parti socialiste-révolutionnaire en Autriche qui devint le successeur de la social démocratie autrichienne et qui comprend aujourd'hui l'élite socialiste de l'Europe Centrale ont démontré les capacités révolutionnaires du socialisme germanique

Le général Franco appelle les éléments contre-révolutionnaires à l'arrière du front républicain « la cinquième colonne » de son armée.

Or, le socialisme possède également sa «cinquième colonne» représentée par les socialistes illégaux de l'Europe Centrale qui opèrent à l'arrière du fascisme et forment le potentiel de la révolution allemande. Elle est plus forte que les éléments fascistes qui agissent au sein des démocraties ; le potentiel révolutionnaire des pays des dictatures fascistes surpasse le potentiel contre-révolutionnaire dans les pays

démocratiques. Le mouvement ouvrier et paysan dans presque tous les pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est se développe dans des conditions semblables. De l'Esthonie à la Grèce et de la Lettonie à la Hongrie, il lutte en premier lieu pour la conquête de la démocratie et il demeure démocratique, anti-fasciste et anti-féodal. Dans tous ces pays, le socialisme cherche à conclure une alliance avec le mouvement paysan, à empêcher son isolement politique et à se mettre à la tête d'un large front des masses pour abattre les dictatures réactionnaires. L'Europe Orientale est grosse d'une révolution agraire. En Pologne, en Bulgarie, en Lettonie, en Grèce existent déjà les premiers éléments d'une politique de front populaire. Mais, pour conquérir la liberté, le mouvement ouvrier et paysan dans l'Europe Est et Sud-Est devrait lutter aussi contre les grandes puissances fascistes, car le Troisième Reich et l'Italie y organisent la contre révolution et menacent les masses ouvrières et paysannes de ces régions de l'oppression nationale et de l'esclavage politique et social. La lutte des fronts populaires de Est européen contre les grandes puissances fascistes est en même temps un combat pour leur indépendance nationale et pour leur affranchissement social et politique ; en le menant, le paysan de l'Est adhère au front de la révolution européenne.

Les dictatures naines et les semi-dictatures de l'Est et Sud-est européen forment les éléments les plus faibles de la contre-révolution en Europe, elles maintiennent leurs pays dans une sorte de marasme social et d'instabilité politique. Ces dictatures bureaucratiques et militaires, parfois couronnées d'un roi, ne sont jamais et nulle part des dictatures totales, s'appuyant sur un mouvement des masses et un parti fasciste centralisé. Elles ne pourraient pas résister aux grands bouleversements européens.

La contre-révolution polonaise y tient une place importante, mais elle se trouve dans une situation internationale sans issue. La politique étrangère du colonel Beck a favorisé le réarmement du Troisième Reich et son atti-

tude agressive. A présent, la Pologne qui est aussi faible économiquement que militairement, est coïncée entre le Troisième Reich et l'Union Soviétique.

L'expansion allemande, à l'Est, qu'elle soit faite avec, sans, ou contre la Pologne, entraînera fatalement ce pays dans la guerre européenne et le condamnera à servir de lieu de passage aux puissantes armées étrangères. En se ralliant au Troisième Reich les chefs militaires polonais se rendent coupables d'une trahison nationale, car ils transforment leur pays en colonie allemande, en hinterland de l'offensive hitlérienne; mais, en ce cas, ils risquent de provoquer un soulèvement populaire contre les occupants allemands et leurs complices polonais et contre toute cette œuvre de trahison. D'autre part, seule, l'armée rouge pourrait protéger la Pologne contre les forces supérieures du Troisième Reich en cas d'agression germano-fasciste. Pour repousser l'attaque allemande, il faut que la Posnanie et la Galicie Occidentale soient défendues par des formations motorisées et l'aviation rouges et que des sous-marins soviétiques protègent Gdynia. Seule, la démocratie révolutionnaire polonaise est capable politiquement de conduire une guerre défensive contre le Troisième Reich. Mais de toute façon, quels que soient les événements, le régime des « colonels » polonais est condamné. Au moment où la crise européenne deviendra plus aigüe, la contre-révolution polonaise s'effondrera en entraînantdans sa chute tous les régimes réactionnaires de l'Est et du Sud-Est.

Actuellement le bloc des forces socialistes et démocratiques en Europe est encore renforcé. En 1917-1919, en plein épanouissement du premier cycle des révolutions européennes, les peuples d'Asie restaient immobiles. En 1927, lorsque la révolution chinoise a atteint son sommet, l'époque de la stabilisation capitaliste régnait en Europe. Mais maintenant, pour la première fois, le premier signe d'une situation révolutionnaire en Europe et le puissant mouvement de libération du plus grand peuple semi-colonial coincident. Parallèlement à la lutte pour la liberté

du prolétariat européen, se déroule la guerre nationale et révolutionnaire du peuple chinois. L'aggression japonaise a fait de la Chine révolutionnaire et démocratique un allié du grand bloc des forces socialistes et démocratiques de l'Europe, et tous les deux n'ont aujourd'hui qu'un même ennemi : la coalition fasciste et impérialiste de Berlin-Rome-Tokio. Le paysan polonais, yougoslave, roumain a adhéré au front européen de la liberté et maintenant c'est le coolie chinois qui s'y rallie. Une coalition socialiste et démocratique mondiale est en train de se former, et le colosse chinois y prend sa place.

Ainsi les forces révolutionnaires de l'Europe marchent en quatre colonnes :

le socialisme démocratique occidental,

l'Union Soviétique;

les mouvements révolutionnaires illégaux des pays germaniques et de l'Italie,

les mouvements ouvriers de l'Est et du Sud-Est.

Le maintien de la paix est dans leur intérêt commun et toutes ces forces ayant les mêmes tâches dans le combat où se décidera le sort de l'Europe marcheront comme alliées en cas d'une guerre déclenchée par le fascisme. Les éléments du front populaire européen existent et ils n'ont qu'à réaliser le but qui est devant eux : se rallier et effectuer l'unité de leur stratégie politique.

Les facteurs qui s'y opposent sont bien connus : c'est la tendance insulaire de la politique extérieure anglaise, la pression de classe qu'exerce sur elle la bourgeoisie ; ce sont les illusions et la routine conservatrice de la diplomatie française qui ne compte qu'avec les gouvernements et qui néglige les forces politiques de paix et de guerre agissant derrière la façade des Etats ; ce sont les déficiences de l'anti-fascisme allemand qui n'est pas encore capable de mener à bien une politique européenne d'alliances socialistes et révolutionnaires et qui, à cause de cela, néglige les grandes tâches nationales de la révolution al-

lemande ; ce sont les tares de la politique de l'URSS qui n'est pas encore arrivée à un accord général avec le socialisme démocratique.

Il faut vaincre ces obstacles. Il s'agit maintenant d'une politique d'alliances et de coalitions de forme nouvelle. Le point mort de l'histoire européenne est dépassé, toutes les conditions préalables, militaires, matérielles et morales, sont favorables à la victoire de la gauche. L'organisation d'une contre-offensive socialiste est à l'ordre du jour. La dépression politique commencée en 1933, les conquêtes successives du fascisme et la menace qu'il faisait peser contre la démocratie ont duré tant que les socialistes et les communistes s'obstinaient dans les luttes fratricides et que l'Ouest européen restait complètement séparé de l'Est. C'est dans ces conditions que le fascisme a pu conquérir plusieurs pays.

Trois faits d'une importance universelle ont changé la situation : l'alliance franco-soviétique ; l'unité d'action prolétarienne et l'avènement au pouvoir du front populaire en France et, finalement, la résistance armée de la République Espagnole contre l'intervention fasciste internationale. Les méthodes de la lutte contre l'expansion fasciste, les méthodes de la contre-offensive socialiste et démocratique ont subi l'épreuve du feu.

Les difficultés sont d'ordre tactique. Les forces du front populaire européen luttent dans des conditions différentes et inégales. Pour s'aider mutuellement elles sont obligées d'adopter une politique hardie, insolite, qui rompt avec la tradition et la routine diplomatique. Elles doivent mener une politique d'alliance d'Etat à Etat, d'Etat à mouvement, de mouvement à mouvement, elles doivent combiner les moyens de contrainte de l'Etat avec le moyens dont dispose le mouvement ouvrier indépendant. Le gouvernement de front populaire français peut collaborer avec le Labour Party anglais, le socialisme français avec les forces de la révolution allemande, le socialisme démocratique occidental peut avoir comme alliés, d'une

part, l'Union Soviétique et, d'autre part, les mouvements ouvriers et paysans du Sud et de l'Est de l'Europe. Jean Zyromski le formule ainsi : « Pas de politique de paix sans politique anti-fasciste. Pour que celle-ci soit efficace, le mouvement ouvrier international doit savoir utiliser à la fois sa puissance et sa capacité d'action de classe autonome, spécifique et aussi les points d'appui territoriaux, nationaux, politiques plus ou moins solides, plus au moins sûrs dans différents pays et dans différents gouvernements. Tout doit se conjuguer, s'épauler, se renforcer. Il y a là encore une fois pour la politique internationale de la classe ouvrière des aspects nouveaux de lutte, des moyens d'action plus étendus et plus diversifiés. La sainte alliance fasciste se constitue. Elle veut dominer le monde ; en face doit se dresser le mouvement ouvrier, utilisant ses techniques spécifiques de lutte, et s'appuyant pour combattre plus effectivement sur les souverainetés étatiques qu'il peut influencer, qu'il peut conquérir » . La crise européenne met au premier plan les problèmes de la stratégie internationale du socialisme. La révolution socialiste n'est pas seulement la conséquence d'une crise intérieure de la société capitaliste, elle est déterminée dans le temps et dans l'espace par la crise contemporaine, à l'époque de la contre-révolution, des guerres et des révolutions. Dans cette époque, la politique extérieure socialiste devient une arme de la révolution socialiste et aussi un moyen pour surmonter la scission du prolétariat et pour arriver à son unité. L'unité prolétarienne ne peut uniquement résulter de la synthèse des idées ou de l'unification de la politique dans le cadre national. Elle présuppose avant tout une stratégie politique commune sur le plan européen. La politique extérieure socialiste doit assurer la colaboration socialiste internationale dans les événements révolutionnaires à venir. Le cycle des révolutions europennes de 1918 s'est disloqué ; les révolutions en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie ont battu des chemins différents. Les voies de

la révolution russe et allemande ont été complètement opposées. La révolution russe a suivi la route de la dictature, de l'isolement, de la rupture avec l'Occident; la révolution allemande a suivi la route du compromis, de la rupture avec l'Orient, de l'épuisement de ses forces et de la défaite. La révolution, en Europe centrale, reviendra à son point de départ de 1918 et révisera son passé : elle se ralliera d'une part, à la révolution russe et, d'autre part, au socialisme démocratique occidental. La politique socialiste extérieure d'aujourd'hui doit cependant préparer la large coalition des forces socialistes européennes de demain.

Au point de vue économique, militaire et politique, les forces du front populaire européen possédent une supériorité en comparaison avec le bloc des états fascistes. Mais il ne s'agit là que d'une supériorité potentielle car l'agresseur fasciste a l'initiative entre ses mains. Par conséquent tout optimisme fataliste est extrêmement dangereux. Il ne faut pas oublier que c'est l'ennemi qui mène le jeu. Pour que cette supériorité se transforme de potentielle en effective, il faut que l'on fasse un énorme effort, que l'on procède à une mobilisation intérieure ininterrompue, que l'on surmonte les faiblesses, la passivité et le manque de coordination dans le camp socialiste et démocratique de l'Europe.

V

GUERRE OU PAIX ?

L'Europe a le choix entre la guerre et la paix. Le socialisme international doit considérer et approfondir ces deux possibilités. La guerre ferait intensifier et accélérer la crise, elle apporterait une solution violente et radicale aux grands problèmes européens tout en provoquant d'effroyables bouleversements, des ravages, des sacrifices. La paix offrirait des solutions plus lentes et plus contradictoires, mais elle ne seraient plus obtenue au prix de millions de vies humaines.

Le socialisme international doit aussi bien examiner les facteurs qui poussent à la guerre que ceux qui l'empêchent ; il est de son devoir d'établir une politique de paix efficace.

Tout d'abord, la guerre est favorisée par les formidables armements ; les agresseurs fascistes possèdent une puissante machine de guerre presques complètement montée.

La tendance à la guerre qui naît automatiquement des armements et de leur accumulation est, à l'heure actuelle, beaucoup plus forte qu'en 1914. Si l'on tarde à adopter une politique efficace pour empêcher la guerre, les chances de paix diminueront chaque jour : en 1938, les armements des grandes puissances atteindront des proportions gigantesques et fantastiques et leur production, même en temps de paix, atteindra progressivement un rythme de temps de guerre. L'organisation spéciale des puissances fascistes en vue d'une guerre politique et les agissements des irrédentistes qui travaillent à l'arrière de leurs adversaires et invoquent toutes sortes d'interventions y compris celle des armes, représentent d'autres facteurs qui favorisent l'explosion. Aujourd'hui, même les réaction-

naires doivent reconnaitre la vérité du vieux mot d'ordre socialiste : « Le fascisme, c'est la guerre ». « Le fascisme, écrit de Kérillis, porte en lui-même une fatalité de guerre extérieure à laquelle il lui est presque impossible d'échapper ».

Par contre, la faiblesse économique des puissances fascistes, leur épuisement financier et leur manque de matières premières qui leur interdisent un effort militaire durable, forment un obstacle contre la guerre. Dans la dialectique de la politique européenne, la course aux armements déchaine et simultanément empêche la guerre. La supériorité militaire de la coalition anti-hitlérienne, si hésitante que cette coalition soit à l'heure actuelle, expose la politique extérieure fasciste à un grave risque.

En Extrême-Orient, l'impérialisme japonais s'est vu obligé de maitriser ses velleités belliqueuses à l'égard de l'Union Soviétique à cause de la supériorité stratégique et technique de cette dernière. La défaite des divisions italiennes à Guadalajara a été un des faits les plus importants en faveur de la paix : enfin, les puissances fascistes qui ont été les premières à pratiquer une guerre politique, ont compris, à la suite de l'expérience espagnole, qu'elles ont tout à craindre si leurs adversaires y recourent également.

L'anxiété du fascisme en face d'une guerre politique de défense menée par les démocraties socialistes constitue aussi un obstacle à la guerre.

La faiblesse politique interne des régimes fascistes peut en principe aussi bien accélérer l'explosion de la guerre que contribuer au maintien de la paix. La guerre est la loi immanente des dictatures fascistes. Même le fascisme italien, relativement stabilisé et soutenu pendant des années par les puissances occidentales, s'est lancé dans la guerre d'Abyssinie qui, localisée au début, l'a conduit à un certain moment au bord du précipice et faillit provoquer un grave conflit avec les autres Etats. Sans la guerre, le fascisme est dépourvu de sa fonction essentielle. Il ne

peut démobiliser ni militairement ni économiquement. L'Italie fasciste et le Troisième Reich ont investi toutes les réserves de leurs économies nationales dans les armements : ces capitaux ne peuvent » rendre « que si la machine de guerre est mise en action. Si le Troisième Reich restait en arrière dans les armements et, en raison de sa faiblesse, escomptait les perspectives de la paix, il lui aurait fallu reconnaître la suprématie militaire des autres Etats, devenir le témoin du progrès économique continuel de l'Union Soviétique et de la montée politique de la démocratie et du socialisme occidentaux et se trouver ainsi politiquement pris dans une sorte de tenaille entre les démocraties de l'Occident et la révolution russe.

Pour éviter une pareille éventualité, les puissances fascistes peuvent se lancer dans la guerre, mais elles peuvent aussi bien être contraintes à se tourner vers la paix. C'est seulement par une offensive politique continuelle des Etats anti-fascistes, qu'on peut imposer la paix aux puissances fascistes. Il faut que la supériorité politique et militaire des pays pacifiques soit consciemment utilisée comme moyen d'empêcher la guerre. L'essentiel est de briser la volonté d'agression des puissances guerrières fascistes. Cette tâche, d'ailleurs n'est pas seulement d'ordre militaire et diplomatique : elle est avant tout politique. On n'arrivera jamais à assurer la paix par une collaboration avec les Etats fascistes pour lesquels une stabilisation, même provisoire, ne serait qu'une trêve au milieu de préparatifs belliqueux. L'Angleterre et la France ont payé très cher l'assistance diplomatique et financière qu'elle ont prêtée au fascisme italien: ce dernier a profité des années de stabilisation pour forger ses armes. Il n'y a qu'une seule chance pour le maintien de la paix, c'est que la pression extérieure désagrège les régimes fascistes à l'intérieur et que cette décomposition paralyse leur force de résistance et d'attaque. En se refusant à compter sur l'opposition intérieure contre les dictateurs fascistes dans le cadre de la politique européenne, la diplomatie traditionnelle et

conservatrice des puissances occidentales renonce à un des facteurs de paix les plus importants. La paix ne peut être sauvée que si l'épée tombe des mains des potentats fascistes, si leurs généraux n'osent pas signer l'ordre de mobilisation, si la résistance du peuple rend impossible une guerre même de courte durée, si le recours à la guerre équivaut, dès le début, à un suicide. Pour rendre impossible l'agression fasciste, il faut que l'arrière des pays de dictature soit incapable de mener la guerre. Si on arrivait, encore en temps de paix, à établir une solidarité entre les grandes forces de paix de l'Europe, entre les démocraties occidentales dirigées par les socialistes et l'Union Soviétique, d'une part, et l'opposition révolutionnaire à l'intérieur des Etats fascistes, d'autre part, ces derniers se trouveraient politiquement encerclés.

Les représentants les plus avisés de la droite comme de Kerillis qui comprennent le danger d'une guerre fasciste, sont forcés de la tenir pour inévitable, car ils n'osent pas miser sur la paralysie et la désagrégation politique du fascisme qui, seule, pourrait réellement empêcher cette guerre. Les nationalistes de droite sont aussi incapables d'éviter la catastrophe par l'emploi des moyens politiques que de conduire une guerre politique contre le fascisme. Mais le socialisme doit pouvoir briser la volonté de guerre des agresseurs fascistes au moyen d'une ferme politique extérieure et d'une offensive anti-fasciste internationale. C'est bien pour cette raison qu'il ne devrait point se rendre complice de methodes de la diplomatie impuissante qui compromet la cause de la paix.

La démocratie occidentale qui a toléré le réarmement germano-fasciste, saura-t-elle réparer un jour sa faute ?

Le socialisme ne devrait pas craindre que la lutte contre la guerre lui enlève ses chances révolutionnaires, car la paix offre elle aussi des perspectives révolutionnaires. La paix limitée, localisée et préventive qui ne durerait que jusqu'au moment où les grandes puissances fascistes auraient parachevé leurs armements n'est pas une véri-

table paix, mais un prélude à la guerre. Mais une paix assurée qui enlève au fascisme toute envie de prendre les armes renferme nécessairement des décisions révolutionnaires. En effet, si la dictature national-socialiste subit des atteintes à son prestige et des échecs dans sa poltique extérieure, si elle est obligée de briser son épée et de laisser se rouiller sa machine de guerre, cela provoquera une grave crise qui aboutira fatalement à une explosion. C'est alors que le formidable potentiel révolutionnaire d'Allemagne se manifestera dans toute son ampleur et on s'imagine les conséquences qui en découleront pour l'Europe.

Qu'on s'attende à la paix ou à la guerre, la ligne directrice du socialisme reste la même : mettre sur pied une puissante coalition socialiste et internationale, en lutte pour une Europe Socialiste.

VI

LA FRANCE ET L'EUROPE

De l'année 1935 à 1937, le socialisme français a pris la direction de la gauche européenne. Après leur échec en Allemagne, les forces républicaines et socialistes sont en plein développement en France, où elles se servent des nouvelles méthodes : unité d'action prolétarienne et front populaire. Après la victoire de la dictature hitlérienne en Allemagne, la démocratie socialiste arrive au pouvoir en France. C'est en France que commence une puissante offensive anti-fasciste ; c'est le front populaire français qui devient l'antagoniste du Troisième Reich, ouvrant ainsi de nouveaux horizons à la politique européenne.

La position de la France en Europe détermine le rôle de son mouvement socialiste. La France étant une grande puissance, le socialisme porté au pouvoir peut donc y faire une grande politique extérieur Tandis que l'Allemagne hitlérienne est un facteur anti-européen, la France du front populaire peut devenir une force organisatrice de l'Europe. Le Troisième Reich ne se trouve que géographiquement au milieu de l'Europe : c'est la France qui en constitue le centre politique. L'Angleterre et l'Union Soviétique, se trouvant à la périphérie, ne peuvent assumer la direction de l'Europe qu'en liaison avec la France et par son intermédiaire. L'Angleterre toute seule ne peut mener une politique continentale active tandis que l'influence immédiate de l'Union Soviétique est limitée à l'Europe Orientale. La France relie l'Est à l'Ouest, elle constitue le trait-d'union entre l'Angleterre et l'Union Soviétique en attachant la première au continent et en entraînant la seconde dans la grande poitique européenne.

La politique extérieure de la France est la clef de voûte de l'Europe. C'est en changeant complètement sa politique d'alliances, qui reposait jusqu'ici sur le traité de Versailles, que la France commence à remplir sa mission. Or, ce traité est mort. Cela allège et renforce la politique française en Europe. Le système d'alliances de Versailles dirigeait sa pointe contre la Russie soviétique : aujourd'hui l'Union Soviétique est devenue un allié de premier plan de la France. Ce système se proposait d'enchaîner l'Allemagne : aujourd'hui les forces réunies par la France servent à défendre l'Europe contre le bloc fasciste. Il s'agit d'un revirement politique complet et il serait absurde de dire que l'Union Soviétique serait entrée « dans la coalition des puissances impérialistes » .

Le front populaire français au pouvoir se trouve en face d'une nouvelle répartition des forces en Europe : le bloc de Locarno, le front de Stresa se sont définitivement effondrés, la Belgique est revenue à la neutralité, l'Italie a passé dans le camp ennemi. Les conséquences politiques et militaires de ce regroupement sont incalculables. Maintenant la France doit résister à l'offensive italienne, combinée avec les plans d'agression allemande, sur trois fronts : Europe du Sud-Orientale et Centrale, Méditerranée, Afrique. Le général Armengaud, un des chefs de l'aviation française, examinait déjà en 1933 les perspectives stratégiques d'un conflit avec l'Italie : l'axe Rome-Berlin contraint la France à déployer toutes ses forces défensives et à construire tout un système d'alliances. A l'Occident, ses possibilités sont très limitées, le bloc des quatre puissances locarniennes est aujourd'hui tronqué et réduit à l'entente anglo-française qui ne suffit ni politiquement, ni militairement à assurer la sécurité de la France. Elle ne peut constituer un véritable barrage contre la guerre ou intimider les agresseurs parce que l'Angleterre décline aussi bien une alliance formelle que toute démonstration de force vis à vis de l'Allemagne. « Inutile donc de demander à l'Angleterre de se lier les mains par un traité d'alliance

en forme, elle ne le fera pas » — écrit de Kérillis. De même l'assistance militaire que l'Angleterre pourrait prêter sur terre est insuffisante. « Mais souvenons-nous que la France joue sa vie sur le sol et qu'au point de vue terrestre, l'Angleterre est moin prête encore qu'elle ne l'était en 1914 » écrit Paul Reynaud. Sur terre, le requin anglais ne peut pas mordre le tigre allemand. La politique extérieure française, comme d'ailleurs celle du front populaire doit tenir compte de ce fait politique décisif : les anciens vainqueurs de Versailles ne possèdent plus en Europe aucune hégémonie : industrielle, politique, militaire. L'armement allemand, les plans quinquennaux soviétiques et l'essor pris par l'armée rouge ont radicalement changé les rapports de forces en Europe : les centres militaires et économiques les plus importants se sont transférés actuellement en Allemagne et en Union Soviétique.

Etant donné la menace du bloc fasciste, une politique d'alliances signifie pour la France plus qu'une simple addition des forces, elle est devenue la loi suprême de son existence. Pour se défendre, la France doit attirer à elle et envelopper tout le continent. Elle tend nécessairement à la constitution d'un grand bloc Occident-Orient. Le centre de gravité de cette politique se trouve en Europe Orientale car l'URSS est le plus puissant adversaire du Troisième Reich et c'est sur elle que repose tout le système d'alliances de la France dans l'Est. Même les représentants de la droite doivent le reconnaître: «La seule nation orientale — écrit de Kérillis — capable de faire contrepoids à l'Allemagne c'est la Russie. L'alliance russe valorise donc toutes nos alliances continentales. Sans elle, nous perdrons tous les concours sur lesquels nous avons le droit de compter pour prendre l'Allemagne de flanc ». L'alliance avec l'URSS offre à la France l'aide de l'armée et de l'aviation les plus puissantes du monde, ce qui constitue le plus grand gage de sécurité militaire qu'on puisse obtenir. Les frontières de la France à l'Est seront défendues depuis la Beresina jusqu'à l'Elbe. Mais l'Union So-

viétique n'est pas seulement un immense réservoir de forces. Elle peut assurer à la France une plus grande liberté de mouvements dans sa politique extérieure en faveur de la paix, et renforcer la vigueur de l'offensive politique française parce que l'Etat Soviétique défend activement la paix et résiste énergiquement aux tentatives des agresseurs italo-allemands. Tandis que l'Angleterre retient la France, l'Union Soviétique la stimule. Si Rome entre dans le camp ennemi, si Londres freine et si la Société des Nations ne remplit pas son devoir — et telle est la situation actuelle — la France ne peut mener une politique active qu'en s'appuyant sur l'Union Soviétique. Cette nécessité de la politique extérieure constitue une grande chance pour le socialisme français : c'est avec un Etat révolutionnaire que la France est liée à la vie et à la mort.

En Europe, à côté de la lutte de classe entre Etats dans le domaine extérieur, il existe encore une lutte de classe autour de la politique extérieure française dans le cadre national. L'Internationale de la contre révolution agit presque automatiquement sur le sol français. Pendant la guerre d'Abyssinie, la droite française, par sa lutte contre les sanctions, a aidé Mussolini et par cela aussi Hitler qui a eu la possibilité de s'appuyer sur le fascisme italien sauvé et renforcé. Ensuite, elle a aidé Franco, aussi bien par voie directe que par l'obtention de la « neutralité » française qui a facilité l'intervention allemande et italienne. Le front d'Espagne est devenu le champ de collaboration des fascismes allemand, italien, français et espagnol. L'activité du fascisme français en faveur de Franco a été un nouveau six février, un nouveau « putsch » dans le domaine de la politique extérieure. Le soulèvement de Franco devait aussi raviver le fascisme français et lui donner le signal du début de la revanche pour sa défaite électorale de 1936.

Il y a trois tendances de la politique étrangère de la droite française.

La première demande une entente de la France avec

l'Italie et l'Allemagne et l'adhésion au bloc fasciste. Sous une forme plus modérée c'était en somme la politique de Laval. Jacques Doriot et les journalistes du type d'un Pierre Gaxotte et d'un Chateaubriand la prêchent d'une façon brutale. C'est une politique de catastrophe qui eût mis la France contre l'Angleterre et l'Union Soviétique et qui ne serait guère possible sans la victoire préalable de la contre-révolution.

La deuxième conception voudrait, tout en maintenant coûte que coûte l'alliance avec les pays anglo-saxons, arriver en même temps à une entente avec l'Italie et l'Allemagne et exclure l'Europe Orientale et, surtout, l'Union Soviétique du réglement des grands problèmes européens.

La presse capitaliste, comme « l'Information » et la « Journée Industrielle » reflètent ce point de vue qui est soutenu par de grandes organisations patronales. Ce n'est pas simplement du pacifisme myope : il s'agit de stabiliser le fascisme au moyen d'une entente des puissances occidentales avec le bloc fasciste et de séparer les Démocraties de l'Union Soviétique. Si ce plan se réalisait, les puissances occidentales mises en état d'infériorité par les dictatures, perdraient peu à peu leur caractère démocratique ; de leur collaboration avec le fascisme naîtrait une sorte de synthèse réactionnaire qui affaiblirait le socialisme prolétarien dans toute l'Europe. Cette conception est tout à fait utopiste, car elle ne tient aucun compte non seulement de l'antagonisme franco-allemand, mais aussi du conflit anglo-italien et elle prêche l'union au capitalisme européen qui est profondément divisé. Elle ne peut vaincre qu'au cas où la réaction l'emporterait en France.

La troisième tendance proclame la nécessité de la résistance à l'agressivité des puissances fascistes, mais elle voudrait que la France ne cherche l'assistance que chez les Etats capitalistes d'Occident tout en éliminant l'Union Soviétique.

Cette opinion est partagée par les éléments modérés

de la bourgeoisie qui comprennent l'impossibilité d'un accord avec Berlin et d'une union avec Rome, et qui aspirent à la création d'une entente occidentale — Paris-Londres-Washington — dans laquelle le capitalisme anglo-saxon jouerait le premier rôle. Mais il est à craindre que cette entente ne devienne une fusion du pacifisme démocratique passif et du pacifisme capitaliste des brasseurs d'affaires et, en se montrant trop longtemps indulgente à l'égard de Hitler, ne glisse sans le vouloir, dans la guerre. En cas de conflagration elle pourrait facilement se muer en seconde édition de l'entente 1917-1918 qui s'est terminée par le traité de Versailles dont les méthodes impérialistes et capitalistes pour liquider la guerre ont ouvert le chemin à un nouveau conflit mondial. Tient-on à avoir une fois de plus une « dernière guerre », un second traité de Versailles et les prodromes d'une troisième guerre mondiale. ?

Sous le gouvernement de Front Populaire la classe ouvrière a fait une expérience sérieuse dans le domaine de la politique étrangère. Le prolétariat peut gagner une bataille dans la politique intérieure mais la perdre dans la politique internationale. Le prolétariat français a obtenu une victoire électorale qui a amené le front populaire au pouvoir mais il a dû battre en retraite dans la politique étrangère et surtout dans la question espagnole.

Le socialisme français a été le témoin de la façon dont la droite bourgeoise a exercé avec succès une forte pression sur la politique étrangère. Il est à craindre qu'en cas de coalition entre la France, l'Angleterre et les Etats Unis la démocratie socialiste française ne soit dominée par le capitalisme anglo-saxon. Le danger d'une influence du cabinet conservateur anglais sur la politique extérieure du gouvernement de Front Populaire est notoire. Est-il permis de faire de ce cabinet Chamberlain l'arbitre de l'Europe ?

Le sort du socialisme français va se décider sur le terrain de la politique extérieure qui va résoudre le grand

problème : l'Europe va-t-elle devenir socialiste ou fasciste ? Si le socialisme qui représente la plus grande force politique du pays doit reculer sous la pression de l'adversaire, dans la politique extérieure, il sera par contre coup affaibli en tant que parti gouvernemental. Il a besoin d'une politique étrangère qui pourrait le renforcer à l'intérieur du pays et lui rendre la direction politique de l'Europe. La droite essaie de disqualifier le front populaire en prétendant que son gouvernement a affaibli et paralysé la France dans le monde. En réalité, c'est le contraire : la démocratie socialiste française est capable d'offrir à la France une sécurité plus grande que n'importe quelle autre force politique et d'établir sa politique européenne sur des bases solides. Mais pour cela elle devrait adopter de nouvelles méthodes.

Sa politique d'alliances peut assumer un caractère nouveau. Cela n'implique nullement la perte de l'amitié des pays anglo-saxons, au contraire, elle pourrait dans une large mesure influencer leur politique européenne.

Le rapide développement de l'Angleterre et des Etats-Unis comporte la lutte de deux tendances qui sont à la fois capitalistes et anti-capitalistes, conservatrices et progressistes, pacifistes et impérialistes. Le mouvement ouvrier américain voit en Angleterre l'exemple d'un puissant Labour-Party, le mouvement ouvrier anglais se trouve entre le front populaire français et la transformation sociale aux Etats-Unis. La France donne le ton. De même que le traité avec l'Union soviétique a renforcé la gauche française et contribué à l'ascension au pouvoir du front populaire, l'alliance de la France avec l'Angleterre et les Etats-Unis aidera les éléments socialistes et avancés de ces deux pays. Pour assurer son influence mondiale, le front populaire français devrait rester au pouvoir et mener une politique européenne hardie.

Le socialisme qui a sa politique étrangère propre peut aussi créer son propre système d'alliances et mettre sur pieds une puissante coalition européenne. C'est là que

réside l'énorme possibilité qui s'ouvre, devant le front populaire : il pourrait faire de la France le centre politique de la nouvelle Europe et mobiliser pour sa défense, des forces qu'aucun gouvernement bourgeois français n'eût jamais pu lever.

L'alliance franco-soviétique ne peut être mise en valeur que sous un gouvernement de front populaire dirigé par les socialistes. Le fait que l'Union Soviétique est la plus formidable puissance militaire du continent est d'un grand poids révolutionnaire : il signifie, en effet, que le fascisme ne peut atteindre une hégémonie militaire et que la supériorité des Etats socialistes et démocratiques est assurée. La France du front populaire acquiert dans l'Union Soviétique une grande puissance militaire comme allié, elle peut donc réaliser une politique d'alliances d'un type nouveau. L'évolution du mouvement ouvrier français est favorable à la consolidation de l'union franco-soviétique. L'unité d'action des partis prolétariens en France a eu pour résultat une série de succès éclatants. Mais cette unité d'action devrait être doublée par une politique extérieure appropriée reposant avant tout sur l'union franco-soviétique et poursuivant des buts socialistes.

Le front populaire français peut en plus, mobiliser les forces politiques latentes de l'Europe qui représentent le grand facteur de demain. Il peut s'allier non seulement avec les Etats, mais aussi avec les mouvements populaires ce qui insufflerait un nouveau dynamisme dans la politique étrangère française.

La France du front populaire a de son côté l'Angleterre travailliste et libérale avec tout son poids politique et moral. En cas de guerre, personne au monde n'aura un prestige aussi fort que les représentants de la gauche anglaise, ces champions de la paix, défendant la liberté.

Du côté de la France du front populaire, se trouve encore un facteur qui est invisible aujourd'hui mais qui promet un épanouissement vigoureux en cas de bouleversements futurs : c'est la révolution allemande. La dé-

faite des partis du prolétariat allemand ne doit pas faire perdre la foi dans le grand avenir du socialisme germanique. Les partis passent, les classes restent. Une classe géante comme la classe ouvrière allemande ne peut être vaincue ni pour toujours, ni même pour des dizaines d'années. Le potentiel de la révolution allemande est énorme. En cas de guerre, sa coalition avec le front populaire français va décomposer le hinterland du Troisième Reich. La sympathie des masses ouvrières allemandes pour le front populaire français, constitue une excellente garantie pour la politique extérieure de la gauche.

Le front populaire français a de son côté les mouvements ouvriers et paysans dans les pays de l'Est et du Sud-Est européen et cela est la meilleure garantie que le troisième Reich ne réussira pas à s'attacher ces pays. Un Rydz-Smigly, un Tataresco, un Stoyadinovitch, un Horthy ne sont pas le dernier mot politique de la Pologne, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Hongrie. La démocratie ouvrière et paysanne de l'Est et du Sud-Est européen déteste le fascisme allemand et regarde avec espoir le front populaire français.

Le socialisme au pouvoir élargit les possibilités de coalition de la France, en lui adjoignant, à côté des grandes puissances de l'Est et de l'Ouest des alliés qui, sans être reconnus par le droit des gens, formel, constituent cependant une force internationale. Le bloc des partis ouvriers qui forment la majorité du front populaire le rallie au mouvement ouvrier du monde entier. Depuis 1848, c'est la première fois que la cause de la France est devenue celle de toute la gauche européenne. La bourgeoisie conservatrice française n'aurait jamais pu assurer à la France une semblable position. Sous Delcassé, Poincaré et Clemenceau, la France n'a jamais possédé de tels atouts. Le succès du front populaire a accru la force défensive de la France et a placé les classes laborieuses à la tête de la nation. C'est aujourd'hui seulement qu'une base politique efficace est donnée à cette vieille tradition jacobine de la défense

du pays, qui est toujours demeurée vivante en France. Le fascisme est supérieur à la démocratie conservatrice et bourgeoise en concentration de forces ; mais la démocratie socialiste qui sait agiter les masses l'emporte politiquement sur les dictatures fascistes car le dynamisme révolutionnaire est plus réel et plus fort que le pseudo-dynamisme belliqueux du fascisme. Les gauches au pouvoir sont capables de renover les méthodes de la politique extérieure de la France. La diplomatie bureaucratique française a fait faillite: croyant qu'un gouvernement en égale un autre et que les paragraphes font loi, elle n'a pas su prévoir la politique fasciste de ruse et de violence et a mis la France plusieurs fois dans des situations dangereuses qui ont facilité le réarmement de l'Allemagne et ses actes agressifs. Seuls les gauches peuvent liquider en France la vieille théorie conservatrice et bourgeoise de la non-intervention.

Le problème « socialisme et nation » est posé en France avec cette clarté qui a toujours été le propre de l'histoire politique française. C'est au socialisme français qu'incombe la tâche ardue de diriger la nation en temps de crise européenne extraordinaire : les éléments pro-fascistes assez importants de la droite ne pouvant faire qu'une politique franchement anti-nationale.

A l'aile droite de la politique française se forme une nouvelle Vendée qui tend la main aux ennemis de la France, mais la Vendée de la contre-révolution moderne est destinée à provoquer en France, selon ses traditions nationales, un mouvement d'un jacobinisme moderne, c'est à dire, un jacobinisme socialiste.

Cela ouvre dans le nationalisme bourgeois français une crise sans issue ; sa position est ébranlée, la droite anti-nationale perd son meilleur atout et toute sa force d'attraction aux yeux du peuple. Voici ce que de Kerillis écrit sur cette crise de la droite pro-allemande : « Quoi ! c'est au moment même où le patriotisme montre tout son dynamisme qu'ils (les germanophiles de la droite)

s'en détournent pour devenir des pacifistes et des amis de l'Allemagne ! Ils perdent du coup leur plus grand moyen d'influence sur les masses. Ils se coupent les ailes ; ils se brisent les jarrets ; ils abandonnent toute possibilité de redevenir dans l'épreuve les guides du peuple français. Qu'est ce donc, en effet, qu'un parti de droite sans le patriotisme, sans le nationalisme, sans le grand élan qui enlève au-dessus des intérêts pour en faire le défenseur et l'apôtre de la grandeur française ? »

Une politique ferme de sécurité nationale se tourne, par conséquent, aujourd'hui en France contre la droite et contre les classes possèdantes. « La France doit vivre dangereusement » écrit Pertinax qui, tout en étant le porte-parole de la droite en politique étrangère n'a pas voulu capituler devant les tendances germanophiles et pro-fascistes. Vivre dangereusement, cela signifie non seulement assumer le risque de la guerre, mais aussi se rallier au gouvernement socialiste et démocratique et défendre la France en alliance avec l'URSS par les méthodes de la guerre anti-fasciste. Le jacobinisme français ne peut ressusciter que sous la force d'un jacobinisme socialiste soutenu en premier lieu par les masses prolétariennes. Clemenceau a été le dernier jacobin bourgeois et impérialiste en France. Son jacobinisme a ramené la victoire militaire, mais n'a résolu aucun problème européen et a frayé un chemin à une deuxième guerre mondiale.

Le nouveau jacobinisme socialiste sera par contre, éminemment européen et deviendra l'allié de l'Allemagne socialiste de demain.

VII

Le SOCIALISME OCCIDENTAL et l'UNION SOVIETIQUE

Tandis que la contre-révolution faisait rage en Europe Centrale, les forces socialistes étaient en croissance à l'Ouest et à l'Est. En France, le parti socialiste mène le front populaire qui prend le pouvoir; en Angleterre, le Labour Party connaît de nouveaux succès; l'Union Soviétique poursuit sa consolidation économique et sociale. En l'absence du socialisme allemand, les piliers de l'Europe future sont raffermis en Occident et en Orient, où les puissants centres de résistance au fascisme agressif, trouvent une vigueur nouvelle. Le socialisme démocratique occidental et l'Union Soviétique, haïs et menacés tous les deux par le Troisième Reich, constituent les forces politiques décisives de l'époque. L'avenir du socialisme européen dépend de leur union et de l'efficacité de leur collaboration. A ses débuts, la révolution russe avant et pendant la liquidation de la guerre mondiale, a ranimé et rendu plus radical le socialisme occidental. Sous son influence, les partis socialistes ont renoncé au social-patriotisme, le Labour-Party a remporté ses premiers succès et le mouvement ouvrier européen a engagé la lutte contre l'intervention impérialiste en Russie. Mais peu après eut lieu la rupture qui a duré presque quinze ans. L'Union soviétique s'est isolée de l'Occident et a rompu avec le socialisme démocratique ; le socialisme français dut souffrir pendant quinze ans d'une scission qui a empêché la classe ouvrière en France de jouer un rôle de premier plan.

Le revirement fut déterminé par la politique extérieure. A la suite d'un rapprochement plein de promesses, on cherche à surmonter les différences idéologiques et tactiques au nom d'une politique européenne commune. Le bloc de la paix, formé par l'Angleterre, la France et l'Union

Soviétique, reste sur la défensive mais c'est l'attitude des plus forts qui peut se transformer facilement en une puissante contre-offensive. Dans ces conditions, l'Union Soviétique et le socialisme occidental étaient arrivés à une trêve qui a préparé la collaboration ultérieure. Pour la gauche anglaise, comme pour les pacifistes anglais à mentalité européenne, l'Union Soviétique est une grande puissance au sein de la Société des Nations, un facteur de paix de haute importance. Lord Cecil, Attlee et Litvinov, parlent le même langage. L'idée de la sécurité collective pousse la gauche anglaise vers une politique continentale active et vers la conviction que cette dernière n'est pas possible sans une collaboration anglo-russe. Le Labour-Party est arrivé à la conclusion que la lutte de classe se poursuit aussi sur le terrain de la politique extérieure et il note que certains milieux conservateurs ont recours dans leur lutte contre le socialisme à une politique anti-européenne, germanophile et pro-fasciste. En adhérant au front anti-fasciste européen le Labour-Party travaille pour l'alliance avec l'Union Soviétique. Le socialisme français considère l'Union Soviétique comme un élément décisif et indispensable à la sécurité de la France et à sa politique européenne ; la ferme volonté de l'Union Soviétique de tenir tête aux grandes puissances fascistes commence à exercer son effet sur le front populaire français.

Le fait politique actuel le plus important est la formation de l'entente Paris-Londres-Moscou qui sera décisive pour l'avenir de l'Europe et du Socialisme.

Ce bloc de l'Est et de l'Ouest n'est cependant pas encore achevé, il n'est pas encore réalisé sur le terrain de la politique extérieure et n'est pas devenu une union formelle. On ne peut pas encore en parler comme d'un bloc d'Etats compact, en tant que coalition socialiste aussi longtemps que les conservateurs anglais sont au pouvoir et qu'il lui manque un accord de principe et d'unité entre l'Union Soviétique et le socialisme occidental. Mais tout de même e bloc de paix — Paris-Londres-Moscou — se développe

dans toutes les directions et évolue vers une entente socialiste. Les liens qui unissent ses membres se resserrent ; l'alliance anglo-française d'une part et franco-soviétique de l'autre, se raffermit, ce qui prépare le terrain de collaboration dans le secteur anglo-soviétique du grand bloc. Au sein de la nouvelle Entente, les forces socialistes deviennent de plus en plus importantes ; en France le socialisme est au gouvernement ; en Angleterre le Labour-Party est candidat au pouvoir ; le dynamisme politique de l'Europe Orientale est socialiste. L'action d'unité prolétarienne qui relie Paris à Moscou non pas seulement sur le plan de la politique extérieure montre la voie de la construction socialiste de la nouvelle Entente. Elle doit activer les alliances socialistes internationales et vice-versa. La grande entente socialiste est en voie de formation et ses fondements solides sont déjà posés.

Elle n'a rien à faire avec la triple Entente impérialiste de 1914. Les profondes transformations politiques et sociales qui ont été réalisées pendant les derniers vingt ans par la révolution russe et l'ascension au pouvoir du socialisme occidental tracent une ligne de démarcation entre le bloc Paris-Londres-Moscou qui se construit sous la direction socialiste et l'union que le Tsarisme russe a jadis conclue avec les puissances bourgeoises, démocratiques et impérialistes d'Occident.

Le nouvelle Entente n'est ni impérialiste ni anti-allemande. Elle est soutenue par les forces du socialisme ascendant et elle est la future alliée de la révolution allemande. Elle constitue également la base du front populaire et du rassemblement des forces révolutionaires de l'Europe.

Ce grand rassemblement socialiste et démocratique est rendu possible grâce au revirement décisif des Soviets dans la politique européenne, qui n'est plus dirigée contre l'occident et contre la démocratie mais est orientée vers leur défense. L'Union Soviétique soutient les puissances occidentales dans leur lutte pour la paix et la sécurité, leur offre des garanties très importantes en Europe Orien-

tale et favorise toute consolidation de l'alliance anglo-française.

L'Union Soviétique ne se contente pas seulement de soutenir les démocraties dans le domaine de la politique extérieure et dans leur résistance aux puissances fascistes : les partis communistes en Europe défendent activement le régime démocratique. Ainsi, l'ancien antagonisme qui séparait l'Union Soviétique et la démocratie occidentale se liquide.

L'alliance avec l'Union Soviétique garantit les intérêts vitaux des démocraties occidentales. L'armée de choc soviétique et la masse de ses effectits protègent la France, l'aviation rouge protège l'Angleterre contre une attaque aérienne brutale dont le Troisième Reich la menace. La guerre espagnole a démontré aussi bien la supériorité de la technique militaire soviétique que la valeur politique de l'assistance des armes russes pour les démocraties occidentales. En Espagne les avions et les tanks soviétiques, tout en défendant la frontière française des Pyrénées contre l'intervention italo-allemande, ont empêché jusqu'ici la victoire de la contre-révolution sur le sol espagnol, qui eût signifié une défaite mortelle pour le socialisme européen. En cas de guerre, l'alliance avec l'Union Soviétique sera extrêmement populaire parmi les masses en Europe car la puissance de l'URSS poura assurer la défense et la victoire à la coalition anti-hitlérienne. La force politique qui préconise l'alliance avec l'Union Soviétique et tâche de la réaliser et de la fortifier peut être certaine que ses efforts seront reconnus par les masses populaires, — ce qui constitue une grande chance du socialisme occidental.

L'Union Soviétique a résolu le grand problème du patriotisme révolutionnaire qui se dresse également devant le socialisme occidental. Vingt ans de révolution qui ont élevé l'Union Soviétique au rang de puissance mondiale, ont forgé ses peuples et les ont animés d'un patriotisme révolutionnaire. L'URSS montre à l'Occident ce que peut

faire un Etat révolutionnaire : il est capable de conduire une guerre jacobine avec les moyens techniques modernes et avec les armes les plus efficaces de propagande. La révolution ouvre les plus grandes possibilités à la nation et développe au plus haut degré sa force défensive. La révolution russe a formé la nation, tandis que le nationalisme contre-révolutionnaire en Allemagne a décomposé la nation et la pousse à la ruine. En cas de guerre, l'Union Soviétique jouera dans la coalition anti-hitlérienne un rôle bien différent de celui des années 1917-1918 où la Russie épuisée s'était retirée de la guerre. Maintenant elle ne déposera pas les armes mais elle donnera toute la mesure de la défense nationale révolutionnaire et elle représentera non pas le défaitisme mais la conduite révolutionnaire de la guerre. L'appui de cette puissance révolutionnaire alliée qu'est l'Union Soviétique doit renforcer le dynamisme socialiste en Occident et en cas de guerre favoriser l'ascension du socialisme au pouvoir. L'alliance avec l'Union Soviétique la rendra même inévitable. Cette alliance offre aussi au socialisme occidental un contre-poids à la réaction nationale, aux forces capitalistes comme le capitalisme américain, aux éléments réactionnaires comme certaines semi-dictatures du Sud-Est de l'Europe, qui, le cas échéant, s'associeraient à la coalition anti-hitlérienne. Si le socialisme occidental collaborait, pendant la guerre avec l'Union Soviétique il est plus que probable que ce serait lui et non pas comme en 1918, la réaction bourgeoise et impérialiste qui se trouverait au pouvoir en Occident à la fin de la conflagration, tandis qu'en Orient au lieu de la révolution russe battue militairement et se repliant sur elle-même se dresserait l'Union Soviétique victorieuse. Le socialisme français et anglais et l'Union Soviétique s'attèleront alors à la liquidation de la guerre, à la reconstruction de l'Europe, et c'est eux qui décideront également de l'avenir de l'Allemagne

Le rapprochement entre le socialisme occidental

et l'Union Soviétique se déroulait jusqu'à présent sur le plan de la politique extérieure ; cela fait sa force puisqu'il s'agit des intérêts vitaux des peuples et des Etats, mais cela constitue aussi sa faiblesse car la politique extérieure est une base insuffisante et limitée pour le rassemblement des forces socialistes. La nouvelle Entente, le bloc socialiste de l'Ouest et de l'Est, ne devrait pas se réduire à une simple alliance *ad hoc*, à une simple coalition militaire ; elle a besoin d'une base socialiste qu'on ne réussira à trouver qu'en surmontant la scission et en rétablissant l'unité socialiste internationale. Le vaste front qui va de Londres à Moscou a besoin d'un accord sur les méthodes et des objectifs de la collaboration socialo-communiste internationale. D'ailleurs, l'unité prolétarienne, en tant qu'unité de volonté, de plan et d'organisation représente aussi une nécéssité européenne. La coalition avec l'URSS donnera une nouvelle force au socialisme démocratique ; par l'alliance avec le socialisme démocratique, l'Union Soviétique entrera dans son giron ce qui favorisera son évolution vers la démocratie socialiste.

La France, l'Angleterre et l'Union Soviétique sont trois empires mondiaux qui militairement, économiquement et politiquement l'emportent sur les grandes puissances fascistes. L'alliance de la révolution russe avec le jacobinisme socialiste de la France et le socialisme démocratique de l'Angleterre représente une irrésistible puissance et elle personnifie toutes les grandes forces révolutionnaires et progressives de l'Europe. Contre elle, doit se briser le Troisième Reich de Hitler et l'empire romano-ethiopien de Mussolini.

VIII

LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA REVOLUTION ALLEMANDE

En faisant exploser l'Europe, le Troisième Reich fait sauter l'Allemagne elle même. Le super-Etat national-socialiste, l'empire fasciste pangermaniste est une dictature personnelle. Il s'égare dans les vastes étendues de l'Europe Orientale et Sud-Orientale en cherchant à conquérir de prétendues « frontières naturelles » de l'Allemagne et il veut reprendre la lutte séculaire à la fois contre l'Orient et contre l'Occident. Le Reich hitlérien représente une menace pour l'Europe et un danger de mort pour l'Allemagne elle-même qu'il mène à une catastrophe mettant en péril son existence nationale.

La politique anti-européenne de la dictature national-socialiste et ses préparatifs guerriers ont de nouveau posé le problème allemand dans le sens qu'il avait au XVIII[e] et au XIX[e] siècles : il s'agit de l'existence du Reich, en tant qu'Etat, des formes de son organisation, de ses frontières. Après l'effondrement du national-socialisme une crise sans précédent fera surgir toutes ces questions qu'il faudra régler d'avance pour pouvoir résoudre le problème européen. Le socialisme européen doit se préocuper de l'avenir politique de l'Allemagne, car il s'agit là de son propre avenir.

Parmi toutes les solutions possibles, celle du démembrement de l'Allemagne après sa défaite serait la plus terrible et la plus dangereuse. Il est possible que les puissances victorieuses détruisent l'unité de l'Etat allemand pour écarter une fois pour toutes le danger de l'agression et de la revanche de sa part. Ce serait un deuxième traité de Versailles mais plus brutal et plus destructif. Le dé-

membrement menerait à une solution catholique-fédéraliste ou plus exactement catholique-séparatiste, probablement sous l'égide des Habsbourg-Wittelsbach : une sorte de fédération allemande depuis Cologne jusqu'à Vienne sous le contrôle des puissances occidentales, tandis que l'Allemagne de l'Est serait placée sous la tutelle polonaise. Dans ce cas l'Allemagne reviendrait à la situation qui existait avant 1803. Toute l'Europe Centrale retomberait dans le marasme, l'économie allemande serait paralysée, la solution démocratique et révolutionnaire du problème allemand serait rendue impossible et le prolétariat germanique dont la défaite a commencé le 30 Janvier 1933 en se prolongeant à l'infini perdrait son rôle historique et tout espoir d'avenir.

Mais cette solution catholique et séparatiste porterait malheur à toute l'Europe, qui serait déchiréa du fait même que l'Europe Centrale aurait été mise en pièces et la paix catastrophique succédant à la catastrophe de la guerre empêchera son unité. Le démembrement de l'Allemagne est donc une solution anti-européenne qui impliquerait aussi bien la défaite du socialisme allemand que celle du socialisme européen. Elle n'est guère possible qu'au cas où la réaction serait victorieuse en France et en Angleterre et elle renforcerait automatiquement pour une période indéterminée, la réaction européenne, en particulier les régimes contre-révolutionnaires en Italie, en Pologne et en Hongrie, les forces cléricales fascistes en Europe Centrale et les petites dictatures de la périphérie, depuis la mer Baltique jusqu'aux Balkans. Il est probable qu'il en sortirait une nouvelle coalition des forces contre-révolutionnaires s'appuyant sur l'Europe Centrale morcelée qui alimenterait ainsi la réaction et deviendrait une zone de dépression politique pour toute l'Europe et la cause du marasme persistant du continent entier. Les émanations de petits Etats réactionnaires allemands soutenus par de nombreux alliés pourraient empester l'atmosphère européenne et leurs effets néfastes

pourraient se faire sentir en Occident et devenir désastreux en premier lieu pour le socialisme anglais et français. C'est pourquoi la restauration des Habsbourg en Autriche présente à l'heure actuelle un danger pour l'Allemagne de demain et l'Europe d'aujourd'hui : précisément parce qu'elle constituerait un noyau de la régression politique pour l'Europe.

Cependant, une semblable solution, barbare et réactionnaire, du problème allemand est peu probable. L'Europe ne pourra pas résorber une Allemagne démembrée. Le capitalisme occidental n'a pas assez de forces pour une opération violente de cette envergure que Clémenceau lui-même n'a pas osé tenter en 1919. L'hégémonie des puissances occidentales comme dans la guerre de 1914 n'est pas possible, même après une victoire, car il existe le contre-poids de l'Union Soviétique. Mais il est pourtant nécessaire de connaître le danger et de l'écarter à temps. Le socialisme international peut l'éviter s'il prépare, d'accord avec les forces révolutionnaires allemandes, une solution positive, européenne et socialiste du problème allemand.

Un autre danger pour la révolution allemande peut venir du côté de la politique extérieure. Ce serait une orientation occidentale unilatérale. Il est possible que les classes possédantes allemandes, imitant la politique extérieure de Thiers en 1871, cherchent à s'entendre avec le capitalisme occidental, même au prix d'un second traité de Versailles, pour assurer une restauration capitaliste. Elles miseraient dans ce cas sur l'épuisement du prolétariat allemand sous la dictature national-socialiste et sur une attitude passive de l'Union Soviétique. Le capitalisme allemand pourrait prendre au dernier moment une orientation occidentale et s'appuyer sur le capitalisme de l'Ouest afin de paralyser les forces socialistes à l'intérieur du pays et de les empêcher de s'allier avec l'Union Soviétique. Mais il est fort peu probable, qu'à l'heure où on décidera du sort de l'Europe, la bourgeoisie impérialiste se trouve, comme en 1919 au pouvoir en France

et en Angleterre, car le dynamisme politique de l'Occident est socialiste.

Cependant, il n'est pas impossible que le danger d'un front uni capitaliste Paris-Berlin-Londres ne naisse à certaines étapes de l'évolution de la crise européenne.

Une troisième solution, qui ne réglerait pas non plus le problème européen, serait l'orientation unilatérale de l'Allemagne vers l'Est qui chercherait à s'appuyer passivement sur l'Union Soviétique. Elle ne peut devenir inévitable qu'au cas où l'impérialisme occidental resterait au pouvoir et menacerait la révolution allemande et l'unité du pays. Mais si cette orientation persiste, elle n'entraînera que le déchirement de l'Europe, et un antagonisme néfaste entre l'Allemagne et les démocraties occidentales.

Il n'y a aucune fatalité historique qui condamne la révolution allemande à être menacée politiquement du dehors. Au contraire, il est fort probable que cette révolution éclatera dans une situation européenne complétement différente de celle de 1918. La révolution allemande se brisa alors entre l'ennemi à l'Ouest représenté par l'impérialisme bourgeois des vainqueurs et la Russie Soviétique à l'Est qui était battue militairement et affaiblie par la famine, le blocus, la catastrophe économique et la guerre civile. En 1917-18 l'impérialisme allemand a remporté la victoire militaire sur la révolution russe, écrasant ainsi cette force qui était seule capable de protéger et de soutenir l'Allemagne démocratique lors des négociations de paix. La révolution allemande coupée de l'Orient, a été séparée de la révolution russe : force lui a été de capituler devant l'Occident. Les puissances occidentales ont affaibli et découragé la République allemande , mais elles ont protégé le capitalisme allemand contre la révolution. A présent, il y a, au contraire, des chances pour que la révolution allemande — éclatant soit en temps de paix, soit en temps de guerre — se développe dans une situation européenne toute différente. Au lieu d'en-

nemis elle trouvera peut-être des alliés aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest : ce sera le socialisme démocratique au pouvoir en Occident et l'Union Soviétique en Orient. Cette dernière ne sera pas l'Etat révolutionnaire vaincu de l'année 1918, mais la plus forte puissance militaire et économique du continent qui, en cas de guerre, aura écrasé le fascisme allemand. L'Union Soviétique et le socialisme démocratique occidental peuvent agir comme garants de la révolution allemande et de l'unité de l'Allemagne. La politique extérieure de la révolution allemande est ainsi déterminée d'avance : elle peut poursuivre une politique d'alliances socialistes à longue échéance et l'histoire de la seconde république allemande ne commencera plus dans la forêt de Compiègne.

Pour que la politique extérieure de la révolution allemande soit couronnée de succès, il faut que deux conditions indispensables soient remplies. Il est nécessaire d'extirper radicalement et d'abattre avec une intransigeance jacobine la trinité : fascisme, féodalisme et industrie lourde qui constituent les fondations du Troisième Reich et qui est responsable de la contre-révolution allemande et des préparatifs de guerre européenne. Le point le plus faible de la politique pacifiste de la République de Weimar c'était qu'elle n'était pas suivie d'une politique démocratique énergique à l'intérieur. Sa capitulation devant les forces contre-révolutionnaires était en même temps la capitulation devant les forces du militarisme allemand. Continuant à l'intérieur la tradition du Reich impérial, la République de Weimar portait de ce fait la responsabilité de la guerre et assumait un lourd fardeau dans la politique extérieure. Le rétablissement des anciennes forces réactionnaires, animées par le national-socialisme, signifiait que la revanche va devenir fatale. En mutilant et en violant la révolution allemande les puissances occidentales ont préparé leur propre désastre : la contre-révolution allemande et la revanche allemande. La République de Weimar succomba la première, puis ce fut

le tour de la paix européenne. Si dans un proche avenir la révolution allemande écrase les forces du fascisme elle accomplira une œuvre de libération nationale et en même temps elle exécutera une sentence européenne. Pour mener une politique extérieure féconde la révolution allemande devra faire un nettoyage à fond dans le pays et souder l'Allemagne à l'Europe, en premier lieu, au front populaire français et à l'Union Soviétique. Ce sont aussi les raisons de la politique extérieure qui interdisent à la révolution allemande tout compromis libéral et toute demi-mesure opportuniste.

La politique étrangère de la révolution allemande — et c'est là la deuxième condition — devra avoir une ligne directrice poursuivant des buts nouveaux avec de nouvelles méthodes. Après la chute du nationalisme contre-révolutionnaire allemand, il y aura un vide en Europe, que la politique extérieure active de la révolution devra essayer de combler; elle ne continuera pas simplement Weimar. La politique étrangère de Weimar était une synthèse du pacifisme modéré et du nationalisme mesuré, dénuée de toute véritable conception européenne. Elle était suffisamment pacifiste pour irriter les nationalistes et suffisamment nationaliste pour rendre ses propres bases incertaines et vacillantes. Elle n'a pas su se distinguer nettement et résolument du nationalisme et il n'y a pas eu de différence essentielle entre la politique étrangère de Hermann Müller et celle de Stresemann, entre la politique étrangère de Stresemann et celle de Brüning, entre la politique de Brüning et celle de Papen et enfin entre la politique de Papen et celle de Hitler, l'une découlant de l'autre, et cela jusqu'au glissement vers la catastrophe européenne.

La politique étrangère de Weimar a été déterminée par l'Europe capitaliste — ce qui lui donnait une certaine détermination tragique — et ne valait que pour cette Europe capitaliste.

La politique extérieure socialiste peut donner à l'Al-

lemagne plus encore que la paix et la sécurité. Elle sera un facteur intégral de la transformation politique et sociale de l'Europe et elle aura la même orientation que toutes les forces progressives et révolutionnaires de l'Europe, elle sera tournée vers le grand bloc Est-Ouest qui a été réalisé par la collaboration franco-soviétique et qui a groupé tous les éléments capables d'opposer une résistance au fascisme allemand. Cette politique de l'Allemagne socialiste sera déterminée par son alliance avec le socialisme occidental démocratique et l'URSS et par la situation qu'elle occupe au centre de l'Europe, situation politiquement favorable.

Il s'agira de la reconstruction socialiste de l'Europe et non pas simplement de la politique de la sécurité, de l'équilibre entre l'Est et l'Ouest, d'une combinaison diplomatique de Rapallo et de Locarno, comme sous Stresemann. Ce sera une politique d'alliances européennes entièrement nouvelle, avec des tâches, valeurs et possibilités nouvelles qui rompra avec toutes les traditions de la vieille diplomatie allemande et marquera une séparation nette avec Bismark, Bülow, Stresemann et Hitler. Elle sera déterminée par la position du pays entre l'Est et l'Ouest et par l'échange politique, matériel et culturel qui aura lieu entre l'Allemagne socialiste d'une part et, d'autre part, le socialisme occidental et l'Union Soviétique.

L'Allemagne socialiste pourra avant tout assurer à l'Occident une paix durable. L'Occident aura besoin de l'Allemagne comme d'un associé dans l'organisation de la paix. Mais pour que cela arrive, il est absolument indispensable que la Révolution allemande victorieuse se stabilise à l'intérieur. L'Occident est donc intéressé au succès total de la révolution anti-fasciste et anti-féodale qui détruirait en Allemagne les forces de guerre. L'Allemagne socialiste pourrait garantir aux puissances occidentales l'organisation de l'Europe continentale. Le troisième Reich barre le chemin à l'Europe Centrale, Orientale et Sud-Orientale aux puissances occidentales.

il établit une sorte de blocus de l'Europe et empêche toute solution d'ensemble européenne. L'Allemagne socialiste, au contraire, aurait relié l'Occident au bassin danubien et à l'Europe Orientale et jouerait un grand rôle dans l'établissement d'une économie européenne dirigée. Une solution du problème franco-allemand ne serait pas possible sans la collaboration socialiste de deux puissances dans un cadre de coopération européenne économique et culturelle et, seule, une Allemagne socialiste pourrait y arriver.

L'Allemagne socialiste renforcera puissamment la position et le dynamisme du socialisme démocratique occidental qui est menacé aujourd'hui par les préparatifs de guerre et par la campagne anti-démocratique du nazisme allemand, elle lui assurera sa sécurité politique. La révolution allemande déclenchera un grand mouvement de rénovation européenne et donnera au prolétariat occidental une forte impulsion politique. Le socialisme ne peut pas être arrêté à la frontière du Rhin : la révolution sociale à Berlin entrainerait l'effondrement de la société bourgeoise et capitaliste de l'Occident, écrit de Kérillis. L'Allemagne vivra son 1793 retardé et passera par une révolution anti-féodale et anti-conservatrice, ayant un contenu socialiste. Le socialisme français y verra une affirmation de sa propre tradition jacobine, et l'alliance avec cette Allemagne ardente fera perdre au socialisme anglais ses traits conservateurs. En s'alliant au socialisme allemand, le socialisme occidental renforcera son propre hinterland situé en Europe Centrale.

L'Occident démocratique et socialiste peut donner à l'Allemagne révolutionnaire la sécurité de la paix, il peut lui garantir son unité et, en cas de guerre, il peut empêcher que la conflagration ne se termine par la tragédie d'un second traité de Versailles et que l'Occident, profitant de la faiblesse provisoire de l'Allemagne socialiste, ne tente de la menacer et de l'étrangler comme en 1918.

L'Occident démocratique dirigé par les socialistes

peut aider l'Allemagne socialiste à se débarasser de l'autarchie et à se réintégrer dans le système économique mondial tout en lui prétant l'assistance financière pour la reconstruction socialiste de l'économie nationale.

Au point de vue politique, l'Occident va renforcer le courant du socialisme démocratique au sein de la révolution allemande. Après la chute de la dictature national-socialiste, l'Allemagne se trouvera au carrefour. L'alliance avec le socialisme démocratique occidental permettra au prolétariat allemand de s'inspirer de ses valeurs et facilitera l'évolution de l'Allemagne vers une démocratie socialiste.

Cette alliance activera le rattachement de l'Allemagne à la civilisation occidentale si riche, si variée, si éprise de liberté et si anti-autoritaire. Des conditions politiques et révolutionnaires sont indispensables pour la renaissance de la culture allemande. Quand le germanisme barbare aura été abattu et qu'on aura balayé tout le mélange de charlatanisme, de dégénérescence intellectuelle et de résurrection des fantômes moyenâgeux qui forme la sauvagerie national-socialiste, l'Allemagne puisera de nouveau aux sources de la culture occidentale. L'ancienne culture allemande, pure, classique et universelle, renaîtra alors pour créer les éléments d'une nouvelle civilisation socialiste, la main dans la main avec les acquisitions culturelles du mouvement ouvrier et les recherches philosophiques et sociologiques modernes qui dans l'Allemagne de Weimar étaient les plus profondes de notre temps et que le national-socialisme avait ensevelies sous les décombres.

C'est alors que l'unité brisée de la culture germano-romaine sera rétablie sur une base socialiste.

L'Allemagne socialiste fournira également une base nouvelle à la politique allemande dans l'Est et enlèvera à l'Union Soviétique toute menace à l'Ouset. La menace de guerre du Troisième Reich a arrété le rythme normal du puissant développement économique de l'URSS qui a

été forcée d'investir des sommes énormes dans les armements et cela au détriment des autres branches industrielles, notamment de celles des produits de consommation courante. La paix que la révolution allemande pourrait apporter dans l'Est, permettrait un nouvel essor économique de l'URSS.

L'Allemagne socialiste ouvrirait à l'Union Soviétique un accès direct à l'Europe. Le Troisième Reich coupe l'Union Soviétique de l'Europe et la rejette dans la périphérie européenne.

Le poids politique de l'URSS ne se fera sentir entièrement qu'au moment où l'Allemagne lui offrira un pont vers l'Occident. La révolution allemande remplira une grande mission européenne en servant de trait d'union entre l'Est et l'Ouest.

Au point de vue économique, l'Allemagne socialiste pourra fournir à l'Union Soviétique ses immenses ressources d'organisation, de technique et de travail qualifié dans le cadre de la coopération socialiste. Les besoins de l'URSS dans ce domaine sont illimités car cet énorme pays est capable d'accélérer encore plus le rythme de son industrialisation, en particulier dans l'industrie légère.

L'Allemagne socialiste pourrait également exercer sur l'Union Soviétique une influence politique favorable, en y renforçant les tendances démocratiques, en la rapprochant du socialisme prolétarien de l'Europe et en offrant aux masses russes le spectacle attrayant d'une démocratie socialiste.

L'Allemagne socialiste sera orientée vers l'Union Soviétique et vice-versa. L'alliance avec l'URSS constituera la tâche la plus importante de sa politique nationale. L'Union Soviétique pourra et devra agir comme garant de l'unité de l'Allemagne révolutionnaire et la protéger contre l'impérialisme occidental au cas où il serait au pouvoir. L'influence de l'Union Soviétique dans la coalition anti-hitlérienne sera mise à profit par l'Allemagne socialiste.

L'Union Soviétique pourra fournir à l'Allemagne

socialiste des matières premières et rendre impossible son blocus ; cela veut dire que même aux moments les plus critiques la Révolution allemande possèdera une sécurité économique. La collaboration russo-allemande pourrait également résoudre le problème des nouveaux territoires que le fascisme veut trancher par la guerre, mais qui peut être réglé par une entente socialiste. Cette même collaboration tirera l'Allemagne de l'isolement, de son autarchie et lui ouvrira la porte de l'Europe Orientale et de l'Asie. Hitler a proposé à l'Allemagne la perspective d'une lutte pour la conquête de l'Ukraine, de l'Oural et de la Sibérie mais les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs allemands peuvent les obtenir sans la guerre en participant à l'œuvre internationale et planifiée de collaboration socialiste. Quand la coopération économique russo-allemande sera organisée ils prendront part à l'industrialisation de l'Asie, contribueront à l'essor économique de vastes contrées, dirigeront des entreprises puissantes.

Dans deux domaines l'alliance avec l'URSS sera de la plus haute importance pour l'Allemagne socialiste. La révolution allemande va profiter de la grande expérience faite par l'Union Soviétique dans l'économie d'Etat et l'économie dirigée, elle va éviter ses erreurs, elle va utiliser ses acquisitions. L'édification du socialisme en Allemagne sera plus aisée qu'en URSS et ne demandra pas de sacrifices immenses pour l'industrialisation du pays. Les éléments matériels de l'ordre socialiste existent en Allemagne, son instauration sera une tâche purement politique et d'organisation et non pas matérielle ou technique. De plus, l'édification socialiste en Allemagne va commencer à un degré technique et culturel incomparablement plus haut que celui de l'Union Soviétique au début de sa reconstruction économique en 1918-1928.

En second lieu, l'alliance avec l'Union Soviétique poussera l'Allemagne de demain aux décisions révolutionnaires. L'Union Soviétique a accompli la plus grande

révolution anti-féodale de tous les temps, elle a réalisé la plus grande transformation sociale du monde.

Toute politique étrangère qui essaierait d'empêcher ou de diminuer l'alliance de l'Allemagne de demain avec l'Union Soviétique affaiblirait la résistance nationale de la révolution allemande et rétrécirait ses perspectives socialistes.

Le nationalisme allemand prétend que la contre-révolution fasciste offrirait au pays sa meilleure chance nationale. Le fascisme a lié la cause de la nation à celle de la contre-révolution, de la dictature national-socialiste et du maintien du capitalisme par les méthodes les plus brutales. Il prépare ainsi une catastrophe nationale gigantesque. Aujourd'hui, le socialisme reste la dernière chance de salut national allemand, et il n'y a que lui qui peut ramener l'Allemagne en Europe et préserver son unité.

La dictature national-socialiste a fait de l'Allemagne un explosif pour faire sauter l'Europe, la révolution socialiste peut en faire la force organisatrice de l'Europe.

IX.

LES TRANSFORMATIONS SOCIALISTES

Une politique extérieure socialiste, nouvelle et active, exige également une politique intérieure nouvelle. La force du prolétariat dans la politique européenne dépend de sa puissance dans chaque pays et de la mesure dans laquelle il prend part, sous une forme ou sous une autre, au pouvoir dans les grands Etats. Mais le prolétariat a-t-il, dans le cadre national, une politique correspondante à notre époque de grands bouleversements internationaux ? En vingt ans, pendant le cycle des révolutions européennes de 1917-1918 l'expérience politique du socialisme s'est énormément enrichie surtout après les grandes défaites de 1933 et de 1934. Cette expérience est fort variée : nous savons depuis 1918 comment on perd une révolution socialiste ; nous savons depuis 1933 et 1934 comment on perd une démocratie et comment le fascisme devient vainqueur. Mais les événements ultérieurs nous apprennent aussi comment on défend efficacement la démocratie et comment on remporte les victoires socialistes.

La situation actuelle est totalement différente de celle de 1918 ou de 1933, les deux grands tournants du mouvement socialiste.

Tout d'abord, il n'existe plus dans le mouvement ouvrier de luttes autour de la démocratie ou de tendances antidémocratiques importantes. La démocratie n'est plus attaquée à gauche, comme à l'époque où les partis communistes menaient une offensive contre elle ; aucun parti ouvrier n'essaie plus de la saboter ou de la miner. Au contraire, les partis communistes la défendent activement et reconnaissent sa valeur. La nouvelle tactique électo-

rale des communistes français assure la démocratie, rend possible la victoire du front populaire et contribue à l'essor du socialisme. Le prolétariat devenant résolument le porte-drapeau de la liberté, manifeste une force politique irrésistible et l'attrait du socialisme s'accroît dans la lutte pour la liberté. Cette lutte commence par la défense de la démocratie pour ouvrir la voie à la contre-offensive socialiste. En vouant toutes ses forces à la cause de la démocratie, le socialisme contribue à son évolution ; la renaissance de la démocratie va avec la montée du socialisme. A cette nouvelle étape de la lutte entre le socialisme et le fascisme, la démocratie ne représente plus un facteur conservateur, elle n'est plus celle qu'elle a été au temps des compromissions de 1921-1933, entre la première stabilisation capitaliste et la grande victoire fasciste. En France, la démocratie s'est révélée une arme puissante de la prise du pouvoir et de l'affranchissement social du prolétariat, elle a entrepris la première tentative de réduire la domination des classes possédantes. En Espagne la démocratie est devenue l'organisme d'Etat de la révolution. En Allemagne, en Autriche, en Italie agissent les partis illégaux du socialisme révolutionnaire et démocratique. En Europe Orientale, entre la Mer Baltique et les Balkans, on ne peut reconquérir la liberté que par des moyens révolutionnaires, mais seules les révolutions démocratiques peuvent obtenir une victoire sur le fascisme. Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe Centrale et Orientale, la révolution populaire est à l'ordre du jour. Engels disait que le temps des révolutions faites par de petites minorités est passé, et ses paroles s'appliquent parfaitement à notre époque.

L'organisation de la défense commune contre le fascisme revèle les premièrs pas pour franchir la scission prolétarienne : le changement de tactique des partis communistes.

Le parti communiste français qui évolue sur un terrain démocratique devient le troisième grand parti ouv-

rier occidental, à côté du Labour Party et de la S. F. I. O. Les partis communistes européens ne restent plus en dehors de la démocratie, leur politique conduit à la reconnaissance de la démocratie comme terrain de base et tend vers l'unité prolétarienne. Leur adhésion à la démocratie et à l'unité d'action prolétarienne en France et en Espagne va changer rapidement les rapports de forces en Europe en faveur de la démocratie. La défense de la démocratie en France et en Espagne n'aurait pu avoir de succès sans l'appui des partis communistes qui y ont participé activement. Ce fait important a créé pour la démocratie une situation stratégique favorable tout en la débarrassant de la nécessité de mener la lutte sur deux fronts : contre l'offensive capitaliste et fasciste à droite et contre la violente opposition communiste à gauche. Cette lutte sur deux fronts a été la cause de la ruine de la démocratie allemande et de la dégénérescence réformiste du socialisme démocratique. Mais aujourd'hui la situation n'est pas la même qu'en 1919 et 1933 : la politique du socialisme international acquiert une base solide qui rend possible une stratégie de classe unie et victorieuse. Pour la première fois depuis 1914 la question de l'unité d'organisation prolétarienne est posée. On va liquider non seulement la tactique communiste de scission mais aussi l'idéologie qui lui correspondait et qui expliquait l'existence séparée des partis communistes. Ainsi on va réviser vingt ans de scission et ouvrir de nouveaux horizons à la cause de l'unité prolétarienne.

Le front populaire offre au socialisme européen une nouvelle méthode de lutte politique qui met fin à la fois à la scission et à l'isolement du prolétariat. Il mène simultanément à l'unité prolétarienne et à l'établissement d'un large bloc socialiste et démocratique et il pose, sur un terrain nouveau, le problème de l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes et du rassemblement de la majorité de la nation autour du socialisme.

La politique du front populaire rend nécessaire le ré-

tablissement de l'unité d'organisation du prolétariat et la formation d'un parti ouvrier unique. Tout en indiquant cette tâche il contribue à sa réalisation. En Espagne comme en France, le Front Populaire, né de l'unité d'action des partis ouvriers, les a rapprochés ensuite et a fini par poser le problème de leur unité d'organisation. En France comme en Espagne il a raffermi la collaboration et la communauté de lutte des partis ouvriers.

Cette union n'a nullement provoqué l'isolement du prolétariat, au contraire, elle a abouti à la direction commune de la nation fondée sur une large politique démocratique. Le front populaire a ouvert à l'action d'unité prolétarienne une grande possibilité : celle de la direction socialiste dans la démocratie. Il a également démontré que l'union plus serrée et plus complète des partis ouvriers rend son action plus efficace.

Le front populaire rehausse le rôle du prolétariat dans la vie politique de la nation et le renforce considérablement. Le grand bloc prolétarien, qui apparaît sur la scène avec ses alliés démocratiques, s'empare d'abord de l'initiative, puis de la direction politique. Le fait que les éléments démocratiques bourgeois s'assurent provisoirement la direction du jeu parlementaire ou même du gouvernement, comme cela eut lieu en France après la chute du cabinet Blum ou en Espagne jusqu'en septembre 1936, peut limiter, pour un certain temps, les possibilités du front populaire, mais il ne change rien au rôle décisif que le bloc des partis ouvriers joue au sein du front populaire en tant que mouvement des masses. Le front populaire a provoqué un déplacement considérable des forces de classes au profit du prolétariat. Cette politique, pour le mouvement ouvrier, a une valeur instructive car elle l'aide à se dégager d'un particularisme étroit d'organisation et de dogme. Le front populaire est plus qu'une simple combinaison parlementaire et de partis, il a tendance à devenir une coalition des classes et des masses. Grâce à sa politique, les partis ouvriers acquièrent l'habitude d'avoir

affaire aux classes, aux mouvements de masses et aux partis et leurs actions trouvent un écho rententissant dans le peuple.

Le front populaire est une forme élastique de la politique socialiste et de sa lutte pour gagner la majorité du peuple. En Espagne, il est devenu un instrument de la guerre civile, en France, sorti d'un vaste mouvement populaire, il a déterminé le jeu des institutions démocratiques. L'influence du prolétariat dans le front populaire n'est pas déterminée d'avance, elle dépend des circonstances, du poids social, de l'activité politique, et du degré d'unité de la classe ouvrière. Le front populaire possède son propre dynamisme. L'accroissement de la force politique du prolétariat, l'exacerbation de la lutte pour la démocratie, la résistance et les subterfuges des classes possédantes et finalement la guerre, la conflagration internationale et la nécessité politique de la conduite socialiste de la guerre — tout cela peut lui donner un essor et accentuer l'hégémonie prolétarienne. Au cours de son évolution, le front populaire peut devenir l'organe de la révolution socialiste. Il est certain que le front populaire tel qu'il s'est formé en France en 1935-1937 n'est point le dernier mot de la démocratie française.

Cette élasticité du front populaire a une double importance : elle permet d'adapter sa tactique sous des formes diverses, dans les différentes zones politiques de l'Europe. Ce mouvement doit son origine à l'Occident, mais il conserve sa valeur aussi bien pour l'Europe Centrale que pour l'Europe Orientale. Pour l'Europe Orientale qui est opprimée par les régimes réactionnaires semi-fascistes et qui est grosse d'une révolution agraire, le type espagnol du front populaire, c'est à dire l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie dans la lutte pour la démocratie révolutionnaire, convient plus que l'imitation automatique de la démocratie conservatrice occidentale. Pour l'Europe Centrale et Méridionale, pour l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, le front populaire espagnol offre un

exemple de révolution anti-fasciste. On pourrait prévoir que le front populaire allemand serait plutôt à l'image du front populaire espagnol que de celui de France.

A cause de son élasticité, le front populaire devient un instrument de la politique socialiste aussi approprié pour les périodes organiques et évolutionnaires de paix que pour celles de crise et de révolution. Au cours des événements, la devise « front populaire » peut devenir aussi générale et exercer autant d'attrait que celle des « soviets » en 1917-1919. Au printemps 1937, une circulaire de la censure japonaise interdisait à la presse l'emploi des mots : révolution et front populaire. Que ces deux mots soient rapprochés est aussi significatif que la peur des potentats asiatiques devant le front populaire et devant la force de son attrait. Contrairement à l'idée des soviets telle que les communistes la propageaient et la réalisaient en 1918-1919, le front populaire, même dans ses aspects révolutionnaires, n'est pas dirigé contre la démocratie ni fondé sur la scission du prolétariat. Au contraire. il défend la démocratie, favorise son développement et fait de l'action d'unité prolétarienne son point de départ. Cette politique épargnera au prolétariat européen ses défaites comme en Allemagne celle de 1918-1919, ou en Hongrie, celle de 1919. Elle est d'autant plus importante pour la stratégie prolétarienne qu'elle aide aussi bien à défendre la démocratie qu'à employer de nouvelles méthodes offensives à l'époque de la révolution socialiste. C'est là une voie aussi différente du vieux réformisme que de la révolution russe d'Octobre. Sous une forme différente, combinant l'unité d'action et la politique du front populaire, luttant pour la démocratie par des moyens pacifiques ou par la voie des armes, passant de la défensive à l'offensive, le prolétariat espagnol et français a élaboré, au cours de ses batailles, de nouvelles méthodes de révolution socialiste en Europe qui pourraient permettre au socialisme d'exercer le pouvoir sans recourir à la guerre civile au sein des classes laborieuses ou à la dictatu-

re d'un parti de la minorité du prolétariat, déchiré par la scission.

Même les partis ouvriers qui repoussent formellement la politique du front populaire se trouvent en face des mêmes problèmes qu'ils tâchent de résoudre à leur façon. Ce sont les problèmes de l'élargissement de l'influence socialiste, de l'instauration de la direction socialiste dans la démocratie, de l'établissement de l'alliance des ouvriers et des payasans comme base de la politique socialiste. Les partis ouvriers scandinaves qui se développent organiquement dans des conditions pacifiques ont résolu ces questions par des méthodes réformistes. Le parti socialiste polonais dans une situation diamétralement opposée, luttant contre la dictature réactionnaire, essaie de créer un puissant bloc ouvrier et paysan.

La droite ou la gauche socialiste battent des chemins nouveaux et font preuve d'un dynamisme politique rénové. Par contre, l'attachement à la politique de coalition d'ancien style ne mène qu'à l'immobilité et même au recul. Le parti ouvrier belge, grand, puissant, mais enchaîné par la coalition nationale, risquant de perdre le rythme des événements, n'a pas réussi à imposer le plan de de Man, cependant, adopté entièrement comme base de son action. Le plan de travail delayé ne pouvait pas devenir le puissant moteur politique du mouvement. La réalité de la politique coalitionniste l'a transformé en un plan financier au jour le jour, il n'incarne plus l'économie de la période de transition qui était au centre des luttes politiques. Par les concessions faites à la coalition d'union nationale le parti belge a compromis son grand essor de 1933-34.

Des temps nouveaux demandent de nouvelles méthodes. Ils exigent également le rétablissement de l'idéologie socialiste. Le marxisme de notre temps devrait devenir la doctrine de l'époque des grands bouleversements : de la contre-révolution, de la guerre et de la révolution. La contradiction qui existe aujourd'hui entre la pratique

et la théorie du mouvement ouvrier est plus aigüe qu'avant la guerre, pendant les années 1905-1914. Il régnait alors une idéologie révolutionnaire suivie d'une pratique réformiste et cela à l'époque d'un développement pacifique et évolutionnaire. Par contre, à présent, domine une idéologie réformiste dans une époque pré-révolutionnaire. Le mouvement ouvrier européen qui tend déjà, dans les faits, vers de nouvelles méthodes, ne s'est pas encore forgé une conception conforme à l'époque et ne possède pas encore de stratégie à longue vue. Au moment où les idéologies ont fait preuve de leur énorme puissance politique, où les masses aspirent à des idées entrainantes et libératrices, où la guerre entre les idéologies est accompagnée d'une guerre idéologique entre les Etats, où la crise la plus profonde s'ouvre pour le réformisme périmé, guidé seulement par les intérêts économiques limités du jour, la renaissance du marxisme devient une nécessité politique de premier ordre. Le prolétariat a besoin du marxisme comme d'une théorie universelle et d'un enseignement stratégique pour l'action. Le marxisme de notre temps sera actif, stratégique, constructif et non pas rétrospectif et passivement analytique.

La politique marxiste du mouvement ouvrier doit se dégager des trois courants de l'époque passée : le réformisme, le pacifisme passif et l'étroitesse nationale. Le réformisme en tant qu'adaptation au capitalisme et que foi aveugle en la stabilité, la prospérité et la perfectibilité de l'ordre capitaliste, ne voit pas le bouleversement économique et politique du régime capitaliste. Il croit aux fantômes et laisse le prolétariat désorienté à une époque où la crise européenne est totale.

Le pacifisme passif dans le mouvement ouvrier n'arrive pas à comprendre le rôle de la violence à l'époque de l'offensive fasciste, des bouleversements internationaux et de lutte pour l'Europe ; incapable d'assurer la paix, il ne peut pas non plus empêcher la guerre ni la gagner pour le socialisme lorsque le fascisme l'aura déchaînée.

L'étroitesse nationale que le nationalisme a inoculée au mouvement ouvrier entrave l'action internationale du prolétariat et cela à une époque où le fascisme mondial tend à la plus haute coordination internationale de ses forces et se prépare à abolir toutes les frontières en Europe.

L'aile marxiste du socialisme européen doit élaborer au sein de l'Internationale un plan stratégique efficace pour combattre et vaincre cette triple et tragique insuffisance du mouvement ouvrier contemporain.

Les nombreuses tentatives de réformer le socialisme moderne démontrent la nécessité de l'enrichissement et de la révision des vieilles méthodes. Faut-il citer des exemples? Le néo-socialisme français, le planisme sous certaines de ses formes, le « socialisme populaire », le socialisme « national » (on essaie de propager ces deux dernières tendances dans le socialisme allemand) ce ne sont que quelques aspects du même phénomène. Ils veulent, en somme, rénover le réformisme. Mais tout en relevant avec justesse quelques côtés faibles du mouvement ouvrier ils ne sont pas capables de transformer le socialisme en une puissante force universelle consciente de sa tâche historique. Ils ne sont pas indépendants et ils espèrent renforcer le socialisme en l'adaptant à l'économie capitaliste et nationale, à la psychologie nationale ou aux classes moyennes. Le noyau réaliste contenu dans toutes ces tentatives se perd, car ces réformateurs ne se rendent pas compte que le socialisme est capable de résoudre les grands problèmes historiques par ses propres idées, par ses propres méthodes, par ses propres conceptions. Nous n'avons point besoin d'un socialisme national qui soit opposé au socialisme marxiste et révolutionnaire. Le socialisme jacobin révolutionnaire est appelé à trancher par sa propre force les grandes questions nationales, à se mettre à la tête de la nation et même, en cas de nécessité, à conduire la guerre révolutionnaire. Nous n'avons point besoin d'un « socialisme populaire » particulier: le socialisme démocratique marxiste est capable lui-même de conquérir pour la classe

ouvrière la direction du peuple et de rassembler autour de lui de larges masses populaires.

A notre époque de grands combats la stratégie politique occupe le premier plan. Mais cela ne devrait pas faire oublier au socialisme démocratique et marxiste ses grandes valeurs intrinsèques. Depuis quelques années la controverse entre le socialisme démocratique et marxiste et les communistes a pris une nouvelle tournure. L'insurrection autrichienne et la révolution espagnole ont prouvé que le communisme international ne détient nullement le monopole de l'action révolutionnaire. Après les nombreuses transformations de l'idéologie et de la tactique communiste, le différend entre le socialisme démocratique révolutionnaire et les partis communistes ne se résume plus en conflit entre la gauche et le droite du mouvement ouvrier. Ce ne sont plus ni l'attitude tactique, ni l'affirmation de la démocratie, ni la non acception du régime soviétique que les communistes eux-mêmes, d'ailleurs, n'imposent plus à l'Europe, qui séparent aujourd'hui le socialisme démocratique marxiste et les communistes, mais bien la conception du mouvement ouvrier indépendant fondé sur la libre disposition, la liberté d'opinion et, ensuite, l'idée de la démocratie socialiste. Le socialisme démocratique et révolutionnaire, par son essence même est partisan de la liberté, il décline le principe communiste de « chef » au sein du mouvement ouvrier, il croit que l'édification du socialisme n'est possible qu'au moyen de la démocratie ouvrière. Il défendra ses principes au cours des plus âpres luttes pour l'avenir de l'Europe.

La nouvelle unité internationale du prolétariat ne peut être rétablie et scellée que dans l'action. La crise européenne réunit tous les courants, toutes les tendances du mouvement ouvrier. L'offensive fasciste et le grave danger de guerre posent les mêmes tâches de politique extérieure devant les réformistes, les centristes marxistes et les communistes.

Le socialisme occidental n'est plus uniformément

réformiste comme il l'a été il y a une dizaine d'années : plusieurs types de mouvements y sont actuellement représentés : le type révolutionnaire (Espagne) ; le type synthétique réformiste-révolutionnaire (France). Parmi les grandes forces du mouvement ouvrier il n'y a que l'Angleterre qui conserve un type du parti socialiste réformiste. Ce parti a cependant réussi, tout en déclinant toute coalition, à obtenir le pouvoir à deux reprises, et a organisé les plus grandes grèves du monde.

A l'heure actuelle, surtout lorsque la révolution espagnole est devenue au point de vue politique et stratégique la tête de pont de la démocratie socialiste de France et d'Angleterre, les lignes directrices de la politique extérieure de tous les partis socialistes occidentaux sont, malgré toutes leurs différences idéologiques et tactiques, exactement les mêmes. Tous les partis ouvriers sont liés pour la vie et la mort par la crise européenne qui leur réserve un destin commun et cela les pousse à être unis dans leur politique internationale, ce qui, naturellement favorise la cause de l'unité prolétarienne. Le rétablissement du socialisme européen commence par l'accroissement de sa capacité d'action extérieure et dans sa préparation tactique à déployer ses forces dans la crise européenne.

Sous la pression de cette crise vont se former peu à peu de grandes concentrations de forces socialistes déterminées par le voisinage géographique ou la communauté d'objectifs politiques. Tant que la dictature national-socialiste tient emprisonné le prolétariat allemand, la direction des forces socialistes en Europe appartiendra, sans aucun doute, aux partis ouvriers de France, d'Angleterre et à l'Union Soviétique. Ils sont en train de former sur le terrain de la politique extérieure, une nouvelle Entente et ils constituent l'Etat-Major du socialisme européen. S'appuyant sur la puissance de trois empires mondiaux ils auront un jour à se prononcer sur le destin de l'Europe et de l'Allemagne. La S. F. I. O., grâce à son

action d'unité d'une part, aux lois qui règlent l'évolution de la politique extérieure française, d'autre part, est appelée à servir de lien entre l'Union Soviétique et le Labour Party.

Le centre de gravité du socialisme continental est actuellement situé dans les pays qui entourent l'Allemagne. La crise européenne commande une étroite union des partis socialistes et communistes de la France, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Autriche, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. C'est là que se trouve la zone où la grande explosion européenne peut avoir lieu. Les communistes français ont le même intérêt à désirer une tactique internationale commune de ces partis si gravement touchés par la politique belliqueuse du fascisme allemand, que les planistes belges, les socialistes révolutionnaires autrichiens, où les social-démocrates tchèques : les nécessités de la politique européenne doivent surmonter les différences d'idéologies.

Le socialisme continental a une œuvre urgente à accomplir : la collaboration politique de longue haleine entre les partis ouvriers français et allemands qui sont destinés à marcher la main dans la main. Le socialisme français a besoin des partis ouvriers allemands, en tant qu'alliés, le socialisme allemand a besoin de l'appui des partis prolétariens en France. Le socialisme européen et français, au premier plan, est responsable de l'avenir politique de l'Allemagne, il est directement intéressé à la victoire de la révolution socialiste en Allemagne, qui va payer un jour ses dettes politiques avec un fort intérêt. L'entente des socialistes et des communistes français et allemands doit établir la politique extérieure commune du socialisme allemand et français aussi bien en temps de paix, qu'en temps de guerre. Aucune crise, aucune catastrophe européenne ne devrait surprendre sans préparation les partis ouvriers français et allemands.

Si on arrive à temps à un accord entre les partis des deux Internationales, dont les centres se trouvent en

France et en Allemagne, on jettera de ce fait les fondation d'une politique internationale unie du socialisme européen. Or, l'entente entre les partis socialistes et communistes de France et d'Allemagne pourrait et devrait aboutir à l'unité d'action prolétarienne dans ce secteur si important de l'Europe : ainsi seraient créées des conditions primordiales pour l'Internationale ouvrière unifiée de demain.

X

LE COMBAT POUR L'EUROPE SOCIALISTE

Le socialisme ne peut renaître que s'il lutte pour une Europe socialiste. Il doit élargir ses horizons et son champ d'action, la situation actuelle lui commande d'adopter un internationalisme actif et d'un nouveau style. L'internationalisme socialiste pendant la guerre mondiale a été passif: il s'est limité à la non participation morale au conflit. Le nouvel internationalisme prolétarien exige la plus haute tension et une coordination de toutes les forces agissantes en action, aussi bien pendant la paix que pendant la guerre. Il adoptera en cas de besoin une politique de guerre socialiste commune et dans toutes les circonstances il ménera le combat collectif pour une Europe socialiste.

La conquête du pouvoir et l'écrasement de la contre-révolution fasciste sont les tâches stratégiques primordiales. Ce n'est qu'après cela que la reconstruction de l'Europe sera rendue possible. On ne peut rien construire dans l'Europe actuelle dont le centre est miné. Le fascisme barre les routes vers l'Europe nouvelle.

Trois grandes tâches constructives se posent devant le continent européen :

L'organisation de la collaboration franco-allemande ; la collaboration entre l'Europe Centrale, Orientale et Sud-Orientale; la collaboration entre l'Allemagne et l'Union Soviétique.

A l'heure actuelle ces problèmes sont insolubles. L'Europe Centrale est destinée à être le lien entre les grandes zones au sein de la future fédération européenne, mais, pour le moment elle ne représente qu'un corps bourré de matières explosives.

Les milieux réactionnaires et capitalistes tentent d'affirmer que la possibilité d'une politique européenne constructive existe même aujourd'hui. Cette assertion ne correspond nullement à la réalité, elle ne sert qu'à préparer un accord avec les puissances fascistes. Le socialisme ne devrait pas se laisser séduire par l'illusion qu'un arrangement pacifique avec les Etats fascistes militarisés serait possible par voie d'accords économiques. L'Europe paiera assez cher sa factice montée économique déterminée par les armements. Ce serait une utopie que de croire à une pospérité capitaliste de longue durée au moment où des dizaines de milliers d'avions de combat sont prêts à décoller. Une illusion semblable est permise aux courtiers en bourse, mais non pas aux hommes politiques, surtout pas aux dirigeants socialistes.

Pour que la reconstruction de l'Europe puisse commencer, elle doit être libérée, après de rudes combats, du fascisme et conquise par le socialisme. Ce but exige un ajustement de la politique socialiste intérieure et extérieure, une coordination de la lutte pour le pouvoir dans le cadre national que la crise européenne ne fera qu'accélérer et un combat pour l'Europe sur le terrain international.

Wenzel Jaksch, le jeune chef de la social-démocratie allemande en Tchécoslovaquie, a raison d'écrire : « L'Internationale socialiste doit avoir le courage d'aborder le problème de l'Europe. Elle doit compléter ses lignes directrices quelque peu abstraites par un programme positif de reconstruction politique et économique de l'Europe.» Mais il est en retard lorsqu'il déclare « qu'il reste encore à découvrir le point où les forces de la paix et de la reconstruction européenne et allemande peuvent concentrer leur effort ». Depuis 1933, la répartition des forces en Europe est tout à fait claire, et le chemin à suivre par la politique socialiste internationale ne laisse plus aucun doute . Les grandes puissances révolutionnaires, socialistes et progressistes de l'époque sont le socialisme démocra-

tique occidental, l'Union Soviétique, les forces révolutionnaires en Europe Centrale et en Italie, les mouvements ouvriers et paysans de l'Est et du Sud-Est européen. Leur coalition constitue précisément le « point d'Archimède » et le but s'appelle l'Europe socialiste. Ces puissances possèdent une supériorité matérielle, politique et morale (le véritable axe européen est Paris-Moscou), et si elles marchent unies elles peuvent diriger l'Europe.

Il n'y a aujourd'hui en Europe que des escarmouches de reconnaissance, que des solutions provisoires que le socialisme international ne devrait pas surestimer s'il veut considérer les perspectives politiques d'une façon réaliste et clairvoyante. L'avenir de l'Europe n'est point voilé d'un mystère, ses nombreuses possibilités se dessinent nettement et la ligne de son développement est encore plus visible qu'il y a trois ans. Il n'y a que deux variantes décisives : paix ou guerre. La grande coalition socialiste européenne groupée autour de l'axe Paris-Moscou est obligée de livrer bataille au bloc fasciste, soit avec des moyens politiques en temps de paix, soit avec des armes en temps de guerre. La menace de guerre projette actuellement son ombre sur toute la politique européenne et le premier but des socialistes est d'empêcher la guerre en exerçant une pression politique et en forçant les impérialismes fascistes à accepter la paix. C'est, en somme, une sorte de course de vitesse. La coalition socialiste-démocratique réussira-t-elle grâce à sa supériorité et au moyen d'une offensive politique à briser la volonté d'agression des puissances fascistes avant que ces dernières n'aient déclenché leur attaque contre l'Europe? Les agresseurs fascistes lanceront-ils la guerre avant que la coalition de paix européenne ne passe à l'action efficace pour empêcher la conflagration ? La période que nous traversons en ce moment est celle de la grande épreuve de la force d'action de la gauche européenne. Si elle ne réussit pas à paralyser la volonté de guerre des grandes puissances fascistes en décomposant leur hinterland et en

organisant la résistance européenne, la guerre est inévitable et le socialisme international doit envisager cette effroyable perspective. Le choix entre la guerre et la paix sera fait dans un délai relativement court, les délais de la crise européenne sont mesurés avec parcimonie.

La période suivante marquera ou bien la décomposition des dictatures fascistes en temps de paix, ou la décision dans la guerre par la force des armes. Si la paix est assurée par les forces socialistes elle deviendra un puissant instrument de la politique socialiste. Mais même dans ces conditions, le socialisme international devra déployer une action commune dans le combat pour l'Europe. L'intérêt suprême du prolétariat européen exige que la décomposition révolutionnaire des dictatures facscistes se passe le plus rapidement; ce serait la meilleure garantie de la paix et cela intensifierait la lutte des socialistes pour le pouvoir. Au moment de la chute des dictatures fascistes, le socialisme occidental aura la possibilité de marcher avec la révolution en Europe Centrale ce qui servira à un énorme accroissement de la force d'action du socialisme mondial. La rentrée du prolétariat socialiste allemand en tant qu'élement actif dans la politique européenne ouvrira devant cette dernière des perspectives nouvelles.

Mais si la démocratie occidentale fléchit, si sa politique extérieure reste faible, c'est la guerre qui apportera la grande solution. Dans ce cas le socialisme se trouvera devant le problème de la direction de la guerre, de la politique de la guerre et des alliances socialistes de guerre. Le combat pour l'Europe ne cesse ni en temps de paix ni en temps de guerre. Même pendant la guerre, le socialisme mènera la lutte sur un plan européen, poursuivant la tâche de la libération et de la reconstruction de l'Europe.

La troisième période de la crise européenne sera l'époque des grands bouleversements révolutionnaires et, probablement, de la liquidation de la guerre.

Que les dictatures fascistes soient liquidées en temps de paix ou par la guerre, dans les deux cas le chemin de la reconstruction européenne sera ouvert et le socialisme sera appelé à agir et à rassembler toutes ses forces unifiées. Il aura besoin d'un plan défini, aussi bien pour la reconstruction d'une Europe pacifique, que pour une liquidation de la guerre et il n'y a que lui qui serait capable, après tous les bouleversements, d'entreprendre l'œuvre d'assainissement et d'union du continent. Son travail de nettoyage et de déblaiement sera immense, car les dictatures fascistes ont empesté l'atmosphère moralement et compliqué tous les problèmes politiquement.

La reconstruction de l'Europe présuppose des conditions politiques et révolutionnaires et elle ne peut commencer que lorsque le socialisme aura conquis et consolidé le pouvoir dans les principaux pays et aura saisi les leviers de commande. Le chemin de la renaissance européenne passe par la révolution allemande. L'Allemagne constitue l'élément indispensable pour toutes les solutions des problèmes européens et l'Europe Centrale est destinée à devenir la principale position du socialisme européen : si le socialisme est vainqueur en Allemagne, il triomphera dans toute l'Europe . Etant située à la fois dans le Centre, à l'Ouest et à l'Est de l'Europe, l'Allemagne occupe une position de clef et sa révolution exercera une grande influence sur les événements dans le bassin danubien à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest.

Ainsi seront réalisées les conditions préalables de la réorganisation de l'Europe par la grande coalition des Etats socialistes. La cause de l'Europe doit devenir la cause du socialisme, la réforme européenne ne restera pas entre les mains des snobs intellectuels, des capitaines d'industrie et des pacifistes bourgeois. Seul, le socialisme qui peut poser et résoudre par ses propres et nouvelles méthodes les grands problèmes actuels sera en état, après sa victoire, de bâtir la fédération européenne.

Le socialisme aura à refaire toute l'Europe Occiden-

tale. Les vainqueurs de Versailles ont essayé de créer un bloc des puissances impérialistes occidentales et de diriger l'Europe en assujettissant l'Allemagne mais ils firent faillite. Les grandes puissances fascistes tentent d'organiser une nouvelle Sainte Alliance, un bloc capitaliste et autoritaire sur la base d'un pacte à quatre et d'un accord entre elles et les Etats capitalistes occidentaux : ils espèrent que les puissances occidentales leur abandonneront l'Est et le Sud-Est de l'Europe. Le socialisme devrait opposer à cette tentative sa propre solution : la renaissance de l'Europe qui n'est possible que par des moyens socialistes, sur la base de la collaboration franco-allemande et de l'organisation du continent dans les cadres d'une économie européenne dirigée.

L'Est et le Sud-Est situé entre l'Europe Centrale et l'Union Soviétique est jeté par la contre-révolution dans le marasme économique et social : la production industrielle de la Pologne est au dessous du niveau de 1913, tandis que sa voisine, l'Ukraine Soviétique a quadruplé et quintuplé la sienne en comparaison avec l'avant-guerre. Une ascension économique et sociale de la Pologne n'est possible qu'au cas où elle serait étroitement liée aux deux grandes puissances, l'Union Soviétique et l'Allemagne socialiste. Le Troisième Reich considère la Pologne comme une grande colonie agraire qu'on devrait conquérir et exploiter. Par contre, l'Union Soviétique et l'Allemagne de demain pourraient résoudre le problème des petits Etats du Centre, de l'Est et du Sud-Est de l'Europe d'une façon équitable : l'industrialisation de leur économie et la socialisation de leurs industries exigent leur incorporation à l'économie organisée européenne dans les cadrès de laquelle l'ouvrier allemand et le paysan est-européen peuvent utilement collaborer.

A l'Est du Rhin l'Europe socialiste va s'appuyer sur la coopération de deux grandes puissances: de l'Union Soviétique, pays agraire et industriel et de l'Allemagne, pays industriel. Là se trouve le centre de gravité de

l'Europe continentale et cette coopération qui va augmenter les forces productives de l'Europe ouvrira devant son économie des possibilités infinies.

L'Europe socialiste ne pourra être organisée qu'en fédération pan-européenne : il ne peut y avoir des solutions limitées seulement à l'Europe Occidentale ou à une Europe continentale séparée et isolée. L'union avec l'Angleterre ouvrira à l'Europe socialiste l'accès aux quatre grands continents, l'union avec l'URSS lui montrera le chemin vers les profondeurs de l'Asie. Au sein de l'Europe continentale, l'Allemagne socialiste qui collaborera simultanément avec la France, l'Union Soviétique et les pays de l'Est et du Sud-Est européen, assurera la cohésion des zones le plus importantes de la fédération européenne.

A l'Europe d'aujourd'hui, divisée, minée et prête à recourir aux armes, le socialisme devrait opposer la vision d'une Europe florissante, unie et organisée selon son plan. Au moment où le fascisme menace de ruiner l'Europe, le prolétariat socialiste doit proclamer ses droits à la direction du continent car seul il offre la dernière chance de salut à l'Europe.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 3

I. Hitler fait sauter l'Europe 7

II. Guerre de classe — guerre politique 22

III. Le facteur militaire 35

IV. Les forces révolutionnaires de l'Europe 45

V. Guerre ou paix ? 57

VI. La France et l'Europe 62

VII. La socialisme occidental et l'Union Soviétique 73

VIII. La politique étrangère de la révolution allemande .. 79

IX. Les transformations socialistes 91

X. Le combat pour l'Europe socialiste 104

Imprimerie L. BERESNIAK. 12, Rue Lagrange. Paris (5).

DESACIDIFIE
À SABLÉ - 2015

SOCIÉTÉ
COOPÉRATIVE
D'ÉDITION
POUR LA
DIFFUSION
DES
IDÉES
SOCIALISTES

" NOUVEAU
PROMÉTHÉE "

32, rue Rodier
PARIS-IXe

PRIX : 9 FRANCS